

N° 21. 0 fr. 50

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

A.-E. SCHAEFFLE

LA QUINTESSENCE DU SOCIALISME

Traduction de Benoît Malon
Revue et corrigée



PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS)
17, RUE CUJAS

1904

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE. N° 21.

A.-E. SCHAEFFLE

LA QUINTESSENCE DU SOCIALISME

Traduction de Benoît Malon

Revue et corrigée



PARIS
SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION
(LIBRAIRIE GEORGES BELLAIS)
17, RUE CUJAS

1904

NOTE PRÉLIMINAIRE

En 1874, une revue — les *Deutsche Blätter* — demanda à Albert Schaeffle un exposé sommaire « des conséquences économiques du socialisme contemporain ». Les articles, puis le petit volume où ils furent réimprimés, eurent un succès considérable. C'était la première esquisse systématique du programme positif du collectivisme, esquisse superficielle sans doute, et pleine de lacunes, mais qui du moins avait le mérite d'être cohérente et claire ; puis, la méprise de quelques économistes, qui ne surent pas lire, et qui attaquèrent vivement, comme un acte de propagande socialiste, cet exposé loyal, mais plein de réserves et de critiques, œuvre d'un professeur d'économie politique déjà très-notoire aux Universités d'Allemagne et d'Autriche, d'un ancien ministre d'un cabinet autrichien, — cette méprise eut pour effet de le faire lire et étudier par un très grand nombre d'hommes déjà acquis au socialisme, ou qui inclinaient au socialisme. Il est permis d'affirmer que la traduction qu'en donna Benoît Malon en 1880 fit accepter, en France, la doctrine collectiviste par un grand nombre d'esprits que ne satisfaisaient pleinement ni des idées fragmentaires et isolées, ni une critique sociale purement négative et sentimentale, et qui furent conquis par l'aspect cohérent et scientifique de ce système provisoire.

C'est à ce titre, comme un document qui a sans aucun doute hâté l'introduction en France du socialisme « scientifique », et qui peut rendre encore de grands services, que nous croyons devoir réimprimer ce petit livre, bien qu'il ait trente ans de date, qu'il ait été écrit par un adversaire de la social-démocratie, et qu'il ait été composé à une époque où la doctrine positive du socialisme était infiniment plus incertaine et plus inachevée qu'elle ne l'est aujourd'hui : il suffit, pour mesurer le chemin parcouru, de comparer à la *Quintessence du socialisme* de l'ancien professeur de l'Université de Vienne, l'*État socialiste* d'un autre

professeur viennois, Anton Menger ; le livre de 1903 est comme l'épanouissement du germe que fut la brochure de 1874.

Nous avons, pour rendre hommage à un labeur très méritoire, gardé ce que nous avons pu de la traduction de Benoît Malon ; mais nous l'avons très profondément corrigée. La langue abstraite, la terminologie économique et juridique de l'Allemagne étaient familières à un très petit nombre d'esprits en France, à l'époque où Malon traduisit cet opuscule, et la langue socialiste française était moins fixée qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'exactitude qu'il est relativement facile d'atteindre aujourd'hui était alors une tâche peut-être impossible.

LA QUINTESSENCE DU SOCIALISME

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRE ESQUISSE DE L'IDÉE FONDAMENTALE DU SOCIALISME

Depuis les dernières élections au Reichstag allemand [1], le « spectre rouge » a fait son apparition jusque dans les plus infimes cabarets ; mais ce qu'il y a de curieux, c'est que la quintessence et le but de la propagande socialiste sont presque inconnus encore, et cela non seulement dans le monde des politiqueurs d'estaminets, mais aussi dans les rangs des classes « possédantes et instruites », et même dans les rangs des partisans socialistes. Nous sommes à même de nous convaincre tous les jours qu'une masse de conceptions fausses, d'espérances et d'appréhensions exagérées de tout genre, se répandent à propos du socialisme. Les ennemis et les contempteurs du socialisme, et aussi les innombrables croyants du *nouvel Évangile*, ne se sont pas fait, même partiellement, une idée

1. Il s'agit des élections de 1874.

juste de la chose qu'ils redoutent, abhorrent ou méprisent, ou qu'ils élèvent jusqu'aux nues.

Dans cet état de confusion où se trouve l'opinion publique, ce qui est le plus nécessaire, c'est assurément de se procurer une connaissance précise de la nature et du but de la réorganisation socialiste, et surtout de dissiper les conceptions fausses et les ignorances qui enveloppent ce grave sujet. Tel est l'objet de la présente *Quintessence du socialisme.*

Nous croyons, du moins, être en mesure d'éclaircir la question sociale après l'étude générale et tout exempte de préjugés que nous en avons faite. Si nous nous trompons, nous nous serons fait involontairement illusion. La vérité avant tout.

Ceci posé, entrons dans le mouvement social.

Appliquons-nous d'abord au principe économique qui forme le noyau du socialisme, en écartant, pour le moment, son aspect transitoirement agitateur, les manifestations et tendances religieuses et politiques qui l'accompagnent, et ses mots d'ordre provisoires.

Il est hors de doute qu'il s'agit ici d'une question économique ; c'est au moins en premier lieu une *question d'estomac.*

Cette question est le produit d'un revirement fondamental dans le fonctionnement social, phénomène économique issu de l'écroulement du système industriel petit-bourgeois, — et, par conséquent, le but du mouvement socialiste est, avant tout, une transformation fondamen-

tale du régime économique actuel. Tout le monde en convient du reste.

Voici en substance le programme économique du socialisme, et le but véritable du mouvement socialiste international.

Remplacement du capital *privé*, — c'est-à-dire du mode de production spéculateur, privé, sans autre règle sociale que la libre concurrence — par le capital *collectif*, c'est-à-dire par un mode de production qui, fondé sur la *possession collective* de tous les *moyens de production* par tous les membres de la société, créerait une organisation plus unifiée, sociale, « collective », du travail national.

Ce mode de production « collectiviste » supprimerait la concurrence actuelle en plaçant les parties de la production des richesses qui peuvent être exécutées collectivement (socialement, coopérativement) sous la direction d'organes de la collectivité et, en effectuant, sous cette direction, la répartition des produits communs (sociaux) de tous à tous en raison de la valeur d'usage social du travail de chacun, ou encore en raison des « besoins raisonnables » de chacun.

Si divergentes et obscures que les voies qui y conduisent paraissent à certains meneurs socialistes, tel est, réduit à sa plus simple expression, le but du socialisme contemporain.

Dans l'État capitaliste actuel, quiconque possède un capital entreprend librement d'exécuter une partie de la production nationale, dans son intérêt privé, et ne subit l'influence du

milieu social que par le fait de la réaction hydrostatique, pour ainsi dire, qu'exercent sur lui les autres entrepreneurs, ses concurrents, dans la poursuite du profit personnel.

Dans l'État socialiste, au contraire, les moyens qui permettent d'organiser la production et la circulation de richesses (c'est-à-dire le *capital*, la somme des moyens de production) seraient la propriété commune de la société, dont les organes collectifs, d'une part, coordonneraient toutes les forces particulières de travail pour les fondre dans l'organisation du travail collectif, et, d'autre part, distribueraient tous les produits de cette coopération sociale au prorata du travail de chacun, ou selon les besoins. En conséquence, il n'y aurait plus ni affaires privées, ni entreprises privées, mais seulement le travail collectif de tous dans les établissements de la production et de l'échange socialement organisés avec le capital collectif. Il n'y aurait plus bénéfice privé d'une part, salaire privé de l'autre : les travailleurs recevraient des émoluments en raison de leur travail.

Les quantités de chaque produit nécessaires à la satisfaction des besoins seraient fixées par l'enquête officielle et continue des administrations de la vente et par les comités directeurs de la production, et la production sociale se réglerait sur ces donnée. Le déficit ou le surcroît occasionnel des produits serait compensé, relativement aux besoins, par une mise en réserve dans les magasins qui seraient de véritables entrepôts publics.

Tel est incontestablement, pris dans son sens le plus général, le collectivisme, opposé au capitalisme ; telle est la quintessence de l'organisation sociale du travail, par opposition à cette « concurrence anarchique » actuelle qui, disent les socialistes, au lieu de faire de la production et de la circulation des richesses une fonction sociale, rationnellement unifiée, l'abandonne au jeu arbitraire et désordonné de rivaux qui cherchent uniquement la plus grande part possible de profits.

Les chefs du mouvement internationaliste, et surtout Karl Marx, dans son œuvre célèbre, *le Capital*, œuvre de critique mordante et de précision puissante, mettent beaucoup de prudence à formuler leur programme positif. Mais quiconque sait lire et penser considèrera le principe que nous venons d'énoncer comme le but fondamental du socialisme. Cela résulte de la critique détaillée que font les socialistes de l'organisation capitaliste et individualiste du régime économique. Cela ressort aussi des théorèmes de la science socialiste sur le travail considéré comme la substance de la valeur des biens, et sur la future répartition des revenus privés, réglée selon la durée du travail ou selon les besoins raisonnables, sur l'abolition du numéraire, etc.

C'est enfin ce qui ressort des projets positifs de réorganisation socialiste de la vie économique, pour autant que ces projets ont été développés ou esquissés par les penseurs du parti. Une idée les domine tous dans leur partie cri-

tique comme dans leur partie dogmatique : *propriété collective substituée à la propriété privée* de tous les moyens de production (biens-fonds, ateliers, machines, outillages, etc.); substitution, à la concurrence capitaliste sans unité, de l'organisation sociale du travail, c'est-à-dire organisation et direction corporative du processus de la production, au lieu des entreprises privées ; répartition publique du travail total sur la base de la possession collective de tout le matériel du travail social ; enfin, répartition des produits collectifs de toute nature aux travailleurs, en raison de la quantité et de la valeur de leur travail, ou en raison de leurs besoins.

Les producteurs pris individuellement ne seraient que des *travailleurs* (et non des capitalistes); car les moyens de production — ou capitaux — ne seraient plus appropriables individuellement ; tous les producteurs travailleraient en se servant des moyens de production de la communauté ; ils ne seraient donc pas des entrepreneurs particuliers, ni les salariés d'un entrepreneur privé, mais des travailleurs *professionnels* égaux, ayant des devoirs *immédiats* envers la société et *rémunérés* par elle.

Par conséquent, on ne connaîtrait plus la distinction aujourd'hui fondamentale des *revenus* privés d'une part en *profit* (quotité éventuelle des intérêts prélevés par les créanciers sur les profits des débiteurs) et d'autre part en *salaire ;* mais tous les revenus représenteraient également la part de la production collective que la

société concèderait à chacun sur la base d'une évaluation rigoureusement identique, c'est-à-dire qu'ils seraient les revenus du *travail*, exclusivement.

Ceux qui rendraient à la société des services d'utilité générale, mais ne produiraient pas directement des biens, par exemple les juges, les employés d'administration, les membres du corps enseignant, les artistes, les savants, etc., recevraient, pour subvenir à leurs besoins, une part du produit national, à proportion du travail qu'ils auraient fourni à la société.

Le lecteur qui aborde pour la première fois ce plan de réorganisation aura de la peine à le bien comprendre ; nous-même nous avons dépensé bien du temps pour nous en pénétrer.

Et pourtant ces idées ont déjà pour elles un parti qui l'emporte sur bon nombre d'autres grands partis par son zèle ardent, son enthousiasme, et qui a la foi qui transporte les montagnes. Le parti socialiste a une organisation particulière, une extension internationale ; il fait tous les jours de nouveaux prosélytes, et il envisage l'avenir avec la certitude de vaincre.

C'est pourquoi il est urgent pour tout le monde de pénétrer dans ce monde d'idées hostiles à l'organisation sociale actuelle, assez du moins pour comprendre l'adversaire.

Il nous faut donc expliquer plus clairement et plus en détail les principes fondamentaux du socialisme énoncés plus haut.

Pour combattre efficacement un adversaire qui compte, il faut d'abord connaître exactement, impartialement, sincèrement, ce que *veut* cet adversaire, et ce que, d'après ses principes, *il doit vouloir*.

Mais, pour s'en rendre compte, il ne faut pas consulter les folies individuelles de quelques têtes échauffées, lorsque ces élucubrations sont un enjolivement et non une conséquence nécessaire du principe fondamental. Il faut s'en tenir à ce qui découle nécessairement du principe, *à la formulation la plus logique et la plus rationnelle qu'on puisse donner du principe nouveau*. Cela est maintenant d'autant plus facile que ce n'est ni en quelques jours, ni en quelques mois que la *nouvelle foi* des travailleurs se réalisera. Pour notre part, c'est dans ce sens, aussi objectivement que possible, et en élaguant les accessoires de moindre importance, que nous allons tenter de présenter l'idée socialiste.

Il faut reconnaître qu'une exposition tout-à-fait claire de *l'ordre positif* proposée par le socialisme ne va pas sans de grandes difficultés.

Toute une série de mots d'ordre lancés par les orateurs secondaires n'ont qu'une valeur agitatrice passagère et sont le produit momentané de l'agitation : ils n'ont pas la valeur de propositions fondamentales.

Les vieux plans fantastiques de réorganisation de Charles Fourier et d'autres novateurs, bien qu'impliquant toutes les idées fondamentales du socialisme contemporain, ne consti-

tuent plus son programme. Le collectivisme agitateur de notre époque est devenu, sans aucun doute, beaucoup plus raisonnable, et est tout autre chose que les rêveries fouriéristes et saint-simoniennes, mais ses chefs les plus influents n'ont eux-mêmes pas encore une conscience très complète de ce qu'il est. On y transige même beaucoup avec les principes de l'individualisme et du libéralisme économiques, et c'est ce qu'a fait Lassalle lui-même dans tous ses projets positifs, si bien que Karl Marx a rejeté ces projets, par exemple les associations productives créditées par l'État[1].

Quant aux buts positifs qui dérivent logiquement du principe suprême de la substitution d'un capital collectif unique à la multiplicité des capitaux privés, les chefs les plus conscients de leur action, et notamment Karl Marx, ne se prononcent à cet égard qu'avec une extrême prudence et avec une politique sagesse. Ils savent pourquoi ils agissent ainsi.

Aucun d'eux ne doute que l'agitation pour le nouvel ordre collectiviste ne soit encore bien éloignée de sa réalisation ; ils savent que cette agitation est dans sa période de début, où l'essentiel est la négation et la critique de l'ordre social existant, et le réveil le plus général possible de la conscience des masses par des

1. Évidemment parce que l'association ou le « groupe », s'il entreprenait de produire isolément en concurrence avec d'autres associations isolées, devrait nécessairement se placer sur le terrain de l'ordre actuel de la production. (Note de l'auteur).

mots frappants. Ils savent très bien que le mode actuel de production devra avoir abouti à ses dernières conséquences pratiques, c'est-à-dire à la complète absorption de la petite propriété, et avoir ainsi à peu près accompli la répartition ploutocratique de la population en une masse de prolétaires d'une part, et en une poignée de quelques gros richards d'autre part, avant que les masses populaires, et surtout les paysans et les petits bourgeois, soient accessibles au principe du collectivisme.

En Allemagne, et surtout dans les campagnes, cette évolution est encore bien loin de son terme. Si, dans les villes, le prolétariat se jette déjà dans le feu de la bataille, les chefs du socialisme se doutent bien que ce ne sont là que les premières escarmouches d'avant-postes de la grande bataille des classes qui aura lieu plus tard, et de laquelle ils attendent la complète transformation de l'ordre individualiste actuel en un ordre collectiviste. C'est aux conditions qui se réaliseront alors qu'il appartiendra de décider sur beaucoup de détails du programme positif à réaliser. La réserve des chefs socialistes en ce qui touche le programme positif du parti n'a donc rien qui surprenne, tous les chefs de parti intelligents et prudents en ont toujours agi de même aux stades analogues de l'agitation.

L'expression la plus nette et la plus importante à tous égards, est le résumé que donne Karl Marx à la fin de sa critique du Capital.

Le grand capital d'aujourd'hui, dit-il à peu

près, tire son origine de la destruction des petites propriétés (des petits artisans, du petit commerce et des paysans) dans lesquelles le travail et la propriété privée étaient réellement liés ensemble, et dans lesquelles le travailleur était aussi le véritable propriétaire de *ses* moyens de production et du produit de *son* travail. Cette forme intérieurement équitable de la propriété privée, où « le travailleur était libre propriétaire des moyens de travail qu'il employait, le paysan du champ qu'il labourait, l'ouvrier de l'outil dont il sait se servir »; cette forme, disons-nous, heureuse pour son temps parce qu'elle était juste dans le fond et coïncidait avec le mode du travail, avait le grand défaut d'éparpiller les moyens de production, d'où il résultait qu'elle souffrait de ce fractionnement dans sa productivité et dans ses moyens d'action. La petite propriété devait périr de ce vice, et ce qui reste d'elle — petits artisans et petits propriétaires paysans — dépérit de jour en jour, forcée qu'elle est de céder devant la puissance supérieure du grand capital agricole et industriel.

« La propriété privée acquise par le propre travail de son possesseur et fondée, pour ainsi dire, sur l'identification et l'adaptation parfaite de l'individu indépendant et isolé avec les conditions de son travail particulier, a été supplantée par la propriété privée capitaliste, fondée sur l'exploitation du travail d'autrui, libre dans la forme[1] ».

1. Le travailleur moderne ou prolétaire n'est libre qu'autant qu'au risque de mourir de faim ou d'aller pourrir dans

Sitôt que ce procédé de transformation, détruisant les petites propriétés artisanes et paysannes, a suffisamment décomposé la vieille société ; sitôt que les anciens travailleurs privés sont convertis en prolétaires, en travailleurs dénués de leurs propres moyens de production, et que leurs moyens de travail (ancienne petite propriété) sont convertis en grand capital moderne, la lutte du capital va plus loin encore : le grand capital — à sa deuxième phase de développement — combat à leur tour les petits capitalistes.

« Grâce à la concentration continue des moyens de production dans les grandes industries, un capitaliste en tue beaucoup d'autres ; mais en même temps, dans le domaine du grand capital privé, se développe la forme corporative (sociale) du travail, sur une échelle toujours croissante, l'application consciente de la technologie, l'exploitation générale et méthodique du globe, la transformation des moyens de travail privés en moyens de travail qui ne peuvent plus être utilisés que socialement, et l'économie dans les moyens de production par leur emploi comme moyens communs de travail social combiné. »

Mais, en même temps que diminue le nombre des magnats du capital qui usurpent et mono-

les prisons bourgeoises, il peut refuser au capitaliste de vendre sa force de travail. Mais une fois dans la fabrique, il ne peut plus avoir de volonté, il n'est qu'un instrument de production, comme l'exige l'intérêt du capitaliste, véritable autocrate industriel, en ce qui touche la partie matérielle de la production. (Note de Benoît Malon).

polisent tous les avantages de ce processus de transformation, s'accroissent aussi la misère, l'oppression, l'asservissement, la dégradation et l'exploitation, et en même temps la classe grossissante des prolétaires, formés, unis et organisés par le mécanisme même de la production capitaliste, se montre plus exigeante et plus puissante dans ses révoltes.

Le monopole du capital devient enfin lui-même une entrave au mode de production qui a fleuri sous lui et avec lui. Alors sonne l'heure de la propriété privée capitaliste : *les expropriateurs sont expropriés*. Le mode de production et d'appropriation capitaliste a été la première négation de la propriété privée fondée sur le propre travail de son possesseur. Maintenant cette négation se nie elle-même, et contraint au rétablissement de la propriété *individuelle,* mais sur la base de ce qu'a réalisé l'ère capitaliste, sur la base de la coopération de travailleurs libres, possédant en commun la terre et les moyens de production produits par leur travail.

« La transformation antérieure, celle de la propriété privée morcelée, et reposant sur le travail de son possesseur, en capital moderne, fut infiniment plus longue et plus difficile que ne le sera la transformation en propriété collective du capital privé, qui repose déjà, en fait, sur un mode social de travail. Là, ce fut l'expropriation des masses populaires par quelques usurpateurs ; à présent, c'est l'expropriation de quelques usurpateurs par la masse du peuple. »

Peut-on parler plus clairement ? Ces passages en disent sur les desseins critiques, et aussi sur les intentions positives du socialisme autant que pourraient faire des volumes entiers.

Ils montrent en premier lieu que le nouveau mouvement a pleine conscience de son but général et de l'appui que lui fournit le développement ploutocratique de la société capitaliste, comme aussi de la nécessité pour lui d'augmenter encore ses ressources et de considérer son agitation actuelle comme une phase encore préparatoire.

Les chefs du prolétariat sont parfaitement persuadés que, plus que tout autre moyen d'agitation, la grande industrie mécanique et toute la tendance centralisatrice de l'époque concentreront et disciplineront les prolétaires pour en faire une force politique et sociale. La concentration des travailleurs par le mécanisme militaire du service obligatoire n'est sans doute pas approuvée par eux, mais, en définitive, ils ne la ressentent pas non plus comme une entrave : cette concentration peut servir d'« école », et n'est rien moins que dangereuse pour le socialisme, en ce qu'elle façonne ses combattants de l'avenir, et rend, à la longue, les peuples mécontents des charges financières. Tout ce qui unifie et discipline les masses, tout ce qui centralise, tout ce qui entraîne une concentration publique de forces isolées considérables, va en quelque mesure de pair avec le socialisme.

Le passage cité montre avec quel discerne-

ment et quelle intrépidité le socialisme compte sur la discipline que le peuple doit au régime politique et économique du capitalisme. Il n'est donc pas bien sage de compter tranquillement sur les baïonnettes et sur cette centralisation politique que le socialisme devra précisément employer pour se réaliser.

La citation que nous avons faite nous montre aussi très clairement pourquoi le socialisme n'est pas pressé de dépouiller son attitude critique pour formuler des programmes positifs. Il sait et il dit que la période préparatoire est de longue durée, rude et difficile. Mais, en même temps, nous voyons très bien de quoi il s'agit *en fin de compte*. Nous apprenons de l'œuvre capitale du socialisme qu'on veut et qu'on tend à la transformation du capital privé (déjà lié en fait au mode collectif de travail) en propriété commune des travailleurs associés, en propriété sociale, en capital collectif.

Cette seule idée positive fondamentale permet de déduire et de préciser avec plus de certitude tout le contenu positif de l'état social de l'avenir, que l'on ne peut le faire pour la structure des races animales éteintes, par l'examen d'un os du crâne.

Dans cette déduction, nous sommes d'ailleurs aidés par les théories socialistes — par exemple, celle sur la valeur —, et par le mélange fréquent, quoique sous une forme hypothétique, d'idées positives à la critique du capital. C'est pourquoi le tableau que nous allons faire du contenu positif du socialisme,— quoiqu'il ne soit pas

tracé en ces termes par les socialistes eux-mêmes, — est la conséquence rigoureuse de leurs données principales, tant critiques que positives. Nous l'avons scrupuleusement vérifié, en nous référant à la littérature socialiste qui nous est accessible.

CHAPITRE II

MOYENS D'AGITATION. — CRITIQUE SOCIALISTE DU CAPITAL. — LE PROFIT COMME APPROPRIATION DE « PLUS-VALUE ». — LA PROPRIÉTÉ CONSIDÉRÉE COMME VOL. — RÉFUTATION DES FAUSSES INTERPRÉTATIONS DE CES PROPOSITIONS. — RACHAT ÉVENTUEL DES CAPITAUX DE LA MODERNE FÉODALITÉ FINANCIÈRE.

Avant de poursuivre dans ses conséquences diverses le principe collectiviste, nous rappellerons encore une fois que l'*alpha* et l'*omega* du socialisme, c'est la *transformation de la multiplicité concurrente des capitaux privés en l'unité d'un capital collectif.*

Le sens de cette revendication, dont découle tout le reste, mérite par conséquent quelques commentaires.

Demandons-nous, avant tout, comment l'on conçoit, d'une manière générale, cette *transformation.*

Pour ce qui est du moment où elle se fera, il est clair que les chefs ne se laissent pas aller à de trop fiévreuses espérances. Parmi ceux des meneurs du prolétariat qui pensent et qui sont conscients de leurs buts, on en trouverait difficilement qui estiment que la victoire définitive

viendra du jour au lendemain, c'est-à-dire dans le cours de ce siècle[1].

Ce qu'ils peuvent attendre d'un avenir prochain, c'est la conquête partielle du pouvoir politique, et plus encore l'éducation socialiste des masses, le discrédit jeté par la propagande sur l'ordre actuel de la propriété et ses conséquences délétères (agiotage, tromperie, etc.) ; c'est enfin l'achèvement de l'évolution paupériste, et de l'opposition entre quelques millionnaires et des millions de prolétaires.

Les agitateurs socialistes atteignent leur but le plus prochain en organisant le parti, en propageant le désir de bien-être parmi les masses, en dévoilant les tromperies de la spéculation et ses banqueroutes scandaleuses, en sapant toutes les vieilles autorités, en profitant des querelles entre l'Église et l'État (dans lesquelles le socialisme est manifestement le *tertius gaudens)*, et en usant de toutes les centralisations réalisées dans l'État et dans la société au mieux de la propagande socialiste.

Le développement des *associations productives* ne donnerait pas une organisation proprement socialiste ; car des entreprises coopératives n'en seraient pas moins une forme de la concurrence, et une dernière application du principe capitaliste. Néanmoins des entreprises coopératives ont, dans le fond, une certaine affinité avec le collectivisme ; et, quand viendra le moment d'appliquer le régime socialiste, cette

1. Schaeffle veut dire : du dix-neuvième siècle.

forme s'y prêtera beaucoup mieux que la forme de production capitaliste privée. Il en est de même de la participation des travailleurs aux bénéfices ; ce n'est pas là sans doute une organisation socialiste, mais elle conduit à la propriété collective. Toutes ces formes intermédiaires, le socialisme peut les utiliser, et elles poussent à sa roue, mais elles ne sont pas son dernier mot.

Nous insistons sur ces points pour mieux expliquer pourquoi la conquête du pouvoir politique par le peuple travailleur, l'agitation, la propagation des idées de bien-être, la critique de la spéculation effrénée, comme aussi le compromis des associations productives subventionnées par l'État, sont, peuvent et doivent être, dans les circonstances présentes, et sans préjudice du but final du socialisme, le mode d'action le plus efficace.

Il faut encore nous arrêter sur la critique socialiste du capitalisme ou système de production privée ; autrement, on ne comprendrait pas la langue des socialistes.

La *critique du capital* est le travail intellectuel préparatoire le plus important de la période présente.

Observons d'abord que la propriété capitaliste d'aujourd'hui est présentée comme étant le produit d'un *vol*.

C'est une grave erreur, et fort répandue, que d'entendre ce mot de Proudhon : *la propriété, c'est le vol*, comme si le socialisme regardait chaque propriétaire comme un voleur au sens

du code pénal, et mettait le bourgeois le plus honnête au même rang que les hommes qui vont, munis d'une lanterne sourde et d'une fausse clef, voler le bien d'autrui. Mais rien n'est plus erroné que cette interprétation, dont on use volontiers pour montrer que le communisme se condamne lui-même.

Ces mots : que la propriété capitaliste actuelle est le vol, ou, comme dit Lassalle, le *bien d'autrui* (*Fremdtum*), qu'elle est une propriété anarchique qui doit être remplacée par la vraie propriété fondée sur le travail, ces mots ont évidemment une tout autre signification, comme le comprendra tout homme qui y aura regardé de plus près.

Le sens de la critique socialiste de la propriété capitaliste est le mieux exprimé par Karl Marx, le chef et le théoricien le plus autorisé du prolétariat.

Le point de départ de Marx, c'est que la propriété capitaliste transmise par les siècles dérive, dans son ensemble, de la conquête, de l'expulsion des serfs (confiscation des petites propriétés agricoles), du pillage des colonies, de l'abus de la force publique, des systèmes protectionnistes en faveur des privilégiés, du partage des biens d'Église sécularisés, etc. : mais il ne met pas le vol sur le compte de Pierre ou de Paul, héritiers actuels de cette propriété. En général, il s'occupe fort peu de juger ces anciennes formes de l'accumulation primitive du capital.

Il ne s'occupe également qu'en passant de

la forme si moderne du capital des hommes de proie qui exploitent la corruption des Bourses, des parlements et des journaux.

Il s'attache principalement à analyser le mode de formation du capital qui, étant donné l'ordre économique actuel, est le seul possible ; qui, par conséquent, dans les circonstances données, est normal, légal, et même tout à fait inévitable.

Marx observe que la masse des capitaux de cet ordre qui se forment et se multiplient aujourd'hui, proviennent des profits du capital, de l'excédent des profits d'entreprises, et non pas d'épargnes faites sur les salaires ; — ce qui est certainement exact.

Puis il admet parfaitement que tout capitaliste, s'il veut se maintenir sous le régime social anarchique de la concurrence auquel il est soumis aujourd'hui, doit, lui aussi, participer à l'accroissement du capital par le profit, sans quoi sa ruine est certaine. « Moins que tout autre, dit-il textuellement, mon point de vue, qui conçoit le développement génétique de la société économique comme un processus réglé par les lois de la nature, peut rendre l'individu isolé responsable des conditions dont il est *socialement* le produit, alors même qu'il les dominerait personnellement. »

Marx est donc bien éloigné d'appeler *subjectivement* le profit capitaliste un vol, ou d'exiger qu'un capitaliste — aussi longtemps qu'il sera astreint à s'adapter au mode actuel de production — renonce à faire tous ses efforts pour

augmenter, autant que possible, le profit de son capital et son capital lui-même. Mais, *objectivement*, étant donné qu'il résulte de la condamnable organisation actuelle du mode de production, l'accroissement du capital privé est bien une spoliation du travailleur, une escroquerie, une rapine, une exploitation.

En effet, les profits du capital dont naissent les grandes fortunes privées ne permettent de tels excédents que parce que le travailleur salarié reçoit un salaire inférieur à la valeur de son travail et qu'il doit chaque jour laisser s'ajouter aux profits du capitaliste la plus-value de son travail.

L'économie politique bourgeoise reconnaît elle-même que le travailleur reçoit, en moyenne, non pas le produit intégral de son travail journalier, mais beaucoup moins, et seulement l'équivalent de ce qui lui est strictement nécessaire pour son entretien quotidien. Il travaille par jour dix à douze heures, alors que six heures peut-être suffisent à produire l'équivalent de son salaire. Ce qu'il produit en plus de son entretien (ce qu'on nomme *plus-value*) tombe dans la poche du capitaliste. La plus-value, tombant en gouttes journalières, est absorbée par l'éponge du capital; elle devient le profit du capitaliste, elle devient du capital accru.

A vrai dire, la critique marxiste du capital, cet évangile critique des travailleurs contemporains, par toute l'Europe, est en substance une théorie critique de cette *appropriation ca-*

pitaliste de la plus-value. Toutes les conditions et toutes les formes de cette appropriation capitaliste sont analysées et éclairées d'une lumière intense, à l'aide de très riches matériaux puisés surtout dans les conditions économiques de l'Angleterre.

La concurrence des travailleurs entre eux, l'instabilité du processus de la production sociale, le déclassement de la main-d'œuvre causé par les machines, les bouleversements techniques, la concurrence étrangère, maintes autres causes mettent, selon Marx, le travailleur salarié et le petit bourgeois dans la nécessité de céder leur travail journalier au capitaliste (propriétaire foncier, industriel et commerçant) et de se résigner à un salaire qui ne leur paie pas le produit intégral de leur travail, mais leur donne simplement de quoi subvenir à leur strict nécessaire. La plus-value de la journée de travail, la portion qui n'est pas payée en salaire, passe dans la bourse du capitaliste par le moyen de la vente des produits du travail, enrichit celui-ci, et lui donne les moyens de déployer plus de luxe dans son intérieur et surtout d'augmenter indéfiniment son capital. Ainsi, sous le masque hypocrite du salaire, qui n'est pas équivalent au produit de travail, a lieu, chaque jour, à chaque heure, une exploitation sans trève des travailleurs salariés, et c'est ainsi que le capital est vraiment un vampire, un spoliateur, un voleur.

Toutefois, *subjectivement*, le bourgeois honorable est parfaitement innocent, bien mieux, il

est contraint par tout le système existant, et qui légalement s'impose à chacun par la concurrence anarchique, de prendre part à la spoliation insatiable, c'est-à-dire de dépouiller les travailleurs autant que possible de ce qu'ils produisent et de multiplier à l'infini ses propres écus ; car, en agissant autrement, il serait incapable de tenir tête à la concurrence.

Mais, *objectivement*, cette spoliation générale est condamnable, et il faut que le système soit changé.

Comment s'opèrera ce changement, c'est ce que l'on ne nous dit pas en détail, mais les prémisses critiques permettent de s'en faire une idée certaine. Pour qu'il n'y ait plus de *capitalistes* ni de *travailleurs salariés,* mais simplement des *producteurs*, il faut qu'au système des capitaux privés concurrents — qui dépriment le salaire par la concurrence — soit substituée *l'appropriation collective du capital*, avec une *organisation sociale du travail*, et une répartition sociale du revenu national en raison du travail de chacun. Ainsi le profit ne pourrait plus écraser le salaire, parce qu'il n'y aurait plus ni salaire ni profit, mais seulement *indemnité sociale*, *revenu du travail socialement déterminé et mesuré d'après les besoins*, *ou d'après la quantité et la valeur d'utilité sociale du travail.*

La seule part du produit national qui ne serait pas partagée entre les individus, c'est celle qui serait destinée aux administrations productives et économiques en général. Une

partie de ce capital serait restituée au capital collectif, en amortissement de la quantité usée par la production, une autre partie servirait à l'entretien des autres institutions d'utilité publique, celles qui ne sont pas directement productives, et profiterait donc encore à tous les citoyens. Cette portion du produit national constituerait une sorte d'impôt naturel aussi direct que possible, et serait prélevée avant la répartition des revenus privés. Elle remplacerait les impôts d'aujourd'hui, et serait employée aux charges d'utilité publique et à l'entretien du capital collectif.

En un passage de son livre, Marx exprime cette idée en passant et à peu près en ces termes[1]: Le produit commun serait un produit social. Une partie de ce produit servirait à remplacer le capital employé, et serait donc consacré à la production: il resterait social. Une autre partie serait consommée par les membres de la société, et devrait donc être répartie entre eux. La part de chaque producteur aux moyens d'existence serait donc déterminée par son temps de travail. Le temps de travail servirait donc à mesurer la part individuelle de chaque producteur dans le travail commun, et en même temps à mesurer *la part des produits communs individuellement consommables à laquelle il aurait droit*.

Il est donc manifeste que le programme socialiste est tout autre chose que le *partage*

1. P. 37, 1re édition allemande.

périodique des propriétés privées. Il signifie propriété collective des moyens d'un travail qui est déjà collectif en fait; prélèvement direct sur le montant du travail collectif des sommes nécessaires à l'entretien des institutions d'utilité publique ; répartition de tous les autres moyens de consommation entre les producteurs isolés, à titre de propriété privée et de revenu privé, répartition faite au prorata du travail de chacun.

Qu'on se garde donc bien de considérer le socialisme comme un système de partage périodique des propriétés privées. C'est là s'escrimer contre des moulins à vent, et les journaux socialistes ont toute raison de flétrir quotidiennement ce procédé comme une preuve d'ignorance crasse.

Après cette critique du capital privé, l'établissement final de la propriété collective ne paraît pas douteux aux socialistes. L'extrême difficulté de la transition à l'ordre nouveau ne les préoccupe pas trop. Ils comptent sur la *masse expropriée* de la population en face du petit nombre des *expropriateurs*, sur l'achèvement du processus de destruction de la petite bourgeoisie, et sur l'impossibilité de continuer la production privée avec une classe ouvrière mécontente et qui n'a plus de foi dans l'autorité.

Quant à la question de *droit* concernant le passage à l'ordre nouveau, elle ne leur donne aucun scrupule. Ils raisonnent à peu près ainsi : Il se peut que le bourgeois ait un droit sur ce qu'il a acquis sous le régime actuel de produc-

tion, et nous lui rachèterons son capital privé, comme il a racheté lui-même le droit féodal. Mais il n'a aucun droit à prétendre pour tout l'avenir empêcher l'avènement d'un *meilleur* mode de production. Une nouvelle forme de production peut, à tout instant, être proclamée par le peuple comme un nouvel état de droit. A dater de ce moment, le capitaliste ne pourra plus exercer à son gré sa grande industrie : il saura s'estimer heureux si on rachète, à lui et à ses enfants, le capital privé en annuités de moyens de jouissance, qui dureront jusqu'à ce que tout le monde se soit fait aux nouvelles conditions. Notre capitaliste s'inclinera devant le *droit nouveau* proclamé par la majorité du peuple, de même que la noblesse a dû s'incliner devant le droit proclamé par la bourgeoisie et se contenter du rachat des servitudes féodales.

Le socialisme n'est nullement hostile à l'idée de racheter les propriétés privées actuelles, si les propriétaires y consentent de bonne grâce ; et il invoque d'ordinaire la manière toute pacifique dont s'accomplit l'expropriation de la noblesse féodale et de l'Église féodalisée, en échange de compensations évaluées en titres de rente.

Mais, alors même que l'on rachèterait toutes les valeurs productives, on ne délivrerait pas cette fois aux expropriés des titres de rentes ni des moyens de production, mais uniquement des moyens de consommation ; car, à l'avenir, les moyens de production ne pourraient plus être objet propriété privée, même

si l'on voulait payer à leur valeur intégrale en argent les titres privés de propriété que l'on rachèterait. C'est dire qu'avec cette méthode de rachat, les immenses capitaux des Rothschild et consorts seraient payés, en mettant les choses au mieux, au moyen d'une quantité formidable de moyens de consommation, qui ne pourrait former une accumulation durable. Les grands capitaux privés cesseraient donc aussitôt d'exister en tant que capitaux, et bientôt en tant que richesse, car l'État socialiste ne saurait consentir à racheter moyennant des rentes perpétuelles. Et la surabondance de biens naturels donnés en dédommagement ne saurait avoir une longue durée.

De ce qui précède, il résulte aisément que le socialisme n'a pas besoin de « partager », au moins de partager périodiquement, au sens qu'on attribue à ce mot. Il peut reconnaître les richesses déjà accumulées comme le produit légal d'un mode d'acquisition aboli ; mais il ne peut pas *pro futuro* les laisser s'accroître et les laisser devenir un capital privé, une source perpétuelle de revenus particuliers.

Le socialisme interdit de faire fructifier à l'avenir la richesse au profit des individus, d'en faire une source de rentes privées, et par là il met radicalement fin, dans le fond, à toute inégalité de revenu qui ne résulte pas d'un travail exceptionnel. Ainsi l'inégalité est, comme l'a dit un socialiste, « organiquement supprimée ».

Qu'on réfléchisse bien sur l'infinie portée de ces propositions. La famille Rothschild pos-

sède, admettons, 500 millions d'écus ; elle en serait complètement indemnisée en ce sens que, au cours de trente, quarante ou cinquante années, on lui délivrerait par annuités la valeur escomptée de 500 millions d'écus, mais seulement sous la forme de moyens de consommation, de luxe et d'agréments. Cette famille serait en état de jouir richement et de faire des dons ; mais elle ne pourrait plus capitaliser, ne pourrait plus convertir son surplus en sources de revenu, et, même en supposant le droit d'héritage conservé, elle serait contrainte, après deux ou trois générations, au travail personnel, comme toute autre famille, à moins qu'elle ne préfère émigrer, auquel cas il est bien douteux que l'État socialiste lui envoie ses annuités.

Certes, on n'a rien pu imaginer de plus fort contre l'industrie de l'argent, et en particulier contre les juifs, que cette interdiction, faite au nom du droit, de détenir des moyens de production privés et des sources de revenus privées. Et le plus surprenant, c'est que ceux qui ont le plus efficacement répandu cette idée dans les masses appartiennent au judaïsme : Marx et Lassalle sont d'origine juive.

Le socialisme se glorifie de ces résultats ; il se glorifie surtout de ce qu'il va extirper radicalement toutes les tromperies des Bourses, les coups de spéculation, les monopoles privés et l'usure. En effet, une fois le socialisme réalisé, il ne resterait plus rien des revenus provenant de la spéculation et des rentes gagnées sans travail.

C'est ici le moment de réfuter un malentendu grossier.

On entend très souvent dire : « Le socialisme ne veut plus de capital, économiquement parlant ; il ne veut plus de moyen de production ; il veut produire sans immeubles, sans fabriques, sans machines, sans instruments, sans matière première et sans combustible ; car il nie le capital et, en conséquence, l'existence, l'épargne, l'entretien et le renouvellement des moyens de travail. »

On regarde ce raisonnement comme une brillante réfutation de la doctrine socialiste, et on triomphe de cette « *imbécillité* » des socialistes. Mais il faut expressément se mettre en garde contre cette manière de réfuter le socialisme.

C'est la possession, *la propriété privée des moyens de production*, que le socialisme veut abolir pour l'avenir. Au point de vue technique et au point de vue économique, non seulement il ne condamne pas le capital, mais — comme les citations tirées de Karl Marx le prouvent clairement — il veut, par l'institution et le renouvellement collectifs de tous les moyens de production, organiser les capitaux d'entreprise de manière à assurer *à toute la production nationale* une productivité égale à celle de la grande production la plus perfectionnée et la plus rationnellement installée. Et le produit de la production collective fournira les moyens de doter et de renouveler l'ensemble du capital social. Déjà Ch. Fourier, le rêveur, réclamait l'abolition de la petite industrie bourgeoise, misérable-

ment dotée, et voulait la généralisation de la grande industrie. Combien un homme comme Karl Marx songe peu à ramener la production aux procédés de la petite industrie — et, à plus forte raison, songe peu à produire sans capital au sens technique du mot, c'est-à-dire sans moyens de production, — c'est ce qui ressort jusqu'à l'évidence du passage que j'ai cité plus haut, qui résume sa critique du capital privé, et qui termine le premier volume de son *Capital*.

Quant aux maux nouveaux que le socialisme substituerait aux maux présents, qu'il prétend guérir, nous n'avons pas à nous en occuper ici. Nous avons simplement à constater ce qui constitue le contenu du socialisme, et à en préciser d'abord le principe fondamental.

Cherchons à poursuivre encore plus en détail les conséquences pratiques de ce principe dans les catégories principales de l'économie politique : besoin, production, circulation, revenu, économie domestique, consommation et formation de fortunes. C'est seulement en entrant dans ce détail que nous serons en mesure d'orienter complètement le lecteur, et de montrer d'une part que le socialisme rompt encore beaucoup plus avec l'ordre existant que ne l'admettent les plus poltrons, et, d'autre part, combien sont faux les préjugés qui courent sur son compte.

CHAPITRE III

TRANSFORMATION DES PRINCIPALES INSTITUTIONS PARTICULIÈRES DE LA SOCIÉTÉ ÉCONOMIQUE ACTUELLE : DÉTERMINATION DES BESOINS. — LIBERTÉ DES BESOINS. — ORGANISATION DU TRAVAIL ET DU CAPITAL ET PRODUCTION COLLECTIVE. — RÉFUTATION DE QUELQUES AUTRES FAUSSES CONCEPTIONS. — INSUFFISANCE DE LA SIMPLE THÉORIE DU COÛT COMME MESURE DE LA VALEUR POUR L'ORGANISATION COLLECTIVE PRATIQUE ET RÉALISABLE DU TRAVAIL ET DU CAPITAL.

En poursuivant la quintessence du collectivisme dans le champ des principales catégories de l'économie politique, nous nous demanderons d'abord, en suivant l'ordre usuel chez les économistes, comment on déterminera les quantités nécessaires (les besoins) des différentes espèces de biens dans l'état de production unitaire des socialistes. Le besoin est le plus puissant ressort de l'activité économique. Dans le mécanisme de la production et de l'échange, il est le poids régulateur, la force qui détermine le renouvellement substantiel du corps social, de tous ses organes et aussi de tous ses éléments.

Actuellement, le total du besoin social en toute matière est obtenu en faisant la somme

des besoins des ménages isolés. Chacun les évalue en ce qui le concerne, et s'adresse aux commerçants, chez qui les besoins isolés s'additionnent, formant les premiers totaux partiels de la demande générale ; puis le commerce dans son ensemble, qui incorpore toute la demande sociale, fait la somme totale de tous les besoins individuels. C'est la demande qui traduit l'ensemble des besoins en regard de l'offre de la production sociale. — D'autre part, l'offre de biens destinés à l'entretien et au renouvellement social est également représentée par le commerce ; car c'est au commerce que les entreprises privées de production, qui opèrent en régime de libre concurrence, remettent leurs produits et en confient la vente.

Dans l'économie individualiste-libérale d'aujourd'hui, la détermination des besoins individuels est donc absolument libre, et la satisfaction de ces besoins n'est socialement limitée que par la concurrence d'achat, en vertu de laquelle celui qui paie mieux accapare aussitôt les marchandises, au détriment du consommateur qui n'est pas en état de payer aussi bien.

La libre fixation des besoins est certainement la base fondamentale de toute liberté en général.

Si les moyens d'existence et d'éducation étaient mesurés d'après une règle imposée du dehors, personne ne pourrait vivre ni se former selon les exigences de son individualité ; il n'y aurait plus de liberté.

C'est pourquoi il importe de savoir si le so-

cialisme abolit ou non la liberté individuelle et la fixation personnelle des besoins. S'il l'abolit, c'est donc qu'il est hostile à la liberté, à toute individualité, et, par conséquent, il est hostile à la civilisation, et il ne saurait satisfaire jamais les instincts les plus profonds de l'homme.

Pour répondre à cette question, il faut bien dire que le socialisme a fait tout son possible pour se rendre inadmissible. Ses représentants les plus riches d'imagination se sont bien préoccupés de varier les jouissances, mais non pas d'assurer la liberté individuelle dans la conduite de la vie, c'est-à-dire dans la sphère où l'individu se replie sur lui et sur ses proches, pour échapper au souci de ses affaires, de son travail, pour se reposer, sentir, se former, se mouvoir, librement, en personne indépendante.

Quelques socialistes ont promis au prolétariat un luxe collectif presque royal, en fêtes publiques, en jouissances artistiques, etc., mais c'est à peine s'ils ont laissé une miette de liberté au ménage privé, aux besoins individuels ; tout au moins n'ont-ils pas montré comment cette liberté demeurait possible [1].

1. La critique de Schaeffle est exagérée ici. Fourier, qu'il vise surtout dans ce passage, laissait absolument intacte la libre détermination des besoins par les individus eux-mêmes. Il sacrifiait le ménage dans le sens matériel du mot, c'est vrai, mais parce que, selon lui, les ménages morcelés ne pourraient pas satisfaire les besoins des intéressés. Seuls les communistes de la vieille école autoritaire prêtent le flanc à la critique de Schaeffle sur ce point spécial. (Note de Benoît Malon.)

Il est possible que cette conception ne soit qu'un accessoire, une de ces exagérations qui accompagnent ordinairement les idées nouvelles à leur début, comme le montrent les romans utopiques de tous les temps. C'est pourquoi il vaut mieux nous attacher aux conclusions qui découlent logiquement du principe fondamental du collectivisme.

Nous constatons bien que d'énormes bouleversements s'accompliront dans la forme que prendra le besoin social. Les grands rentiers de toutes sortes cesseraient d'exister ; de sorte que la consommation du luxe privé deviendrait excessivement restreinte ; en revanche, le luxe des établissements publics s'étendrait toujours davantage, et les masses auraient droit à des divertissements et à une instruction de qualité infiniment plus raffinée.

Mais, de l'abolition de la propriété privée des moyens de production, ne résulte ni l'abolition de la liberté de choix en ce qui touche les besoins individuels, ni l'abolition de la vie de famille, ni l'abolition de la libre sociabilité privée.

La production collective organisée en corps de métiers comporterait assurément une statistique journalière, hebdomadaire, mensuelle, semestrielle, annuelle, des besoins individuels et familiaux, au moins aussi bonne que celle qu'opère aujourd'hui la demande qui règle le marché ; et cette statistique permettrait à la production nationale de se régler, en ce qui regarde la qualité et la quantité des produits, sur les besoins librement exprimés.

On peut même dire que les oscillations des besoins seraient bien moins grandes que dans l'état actuel, car dans l'État socialiste, le prolétariat et la ploutocratie ayant disparu, l'ensemble du peuple constituerait une moyenne ayant des besoins uniformes. Sans doute il devrait y avoir des entrepôts de réserve pour assurer l'équilibre entre l'offre et la demande des produits ; mais ces entrepôts existent dès à présent, sous la forme de magasins commerciaux.

A vrai dire, l'État pourrait radicalement éliminer les besoins qui lui paraîtraient nuisibles, en ne produisant plus pour eux : et c'est pourquoi les végétariens, Baltzer entre autres, tendent vers le socialisme. Mais il n'y a pas d'inconvénient à éloigner du corps social les produits falsifiés et nuisibles. Quant à éviter l'abus dans cette œuvre d'épuration et l'absurdité des tempérants outranciers, il n'y aurait qu'à s'en rapporter au sens puissant et universellement développé de la liberté individuelle.

En somme, il n'y a point de raison de prétendre que, du fait que la production serait collective et unifiée, il résulterait que la détermination des besoins même individuels dût être réglée d'office par l'État. Nous insistons énergiquement là-dessus, car si le socialisme voulait abolir la liberté des besoins individuels, il devrait être regardé comme l'ennemi mortel de toute liberté, de toute civilisation, de tout bien-être intellectuel et matériel. Tous les avantages qu'apporte avec lui le socialisme ne compenseraient pas la perte de cette liberté fondamentale.

C'est pourquoi, en abordant le socialisme, il faut d'abord l'examiner à ce point de vue. S'il donne inutilement à son principe de production un corollaire pratique de nature à mettre en danger la liberté de conduire et de régler la vie individuelle, il est inacceptable, quoi qu'il puisse promettre et nous offrir en effet. L'ordre des choses actuel, malgré ses difformités, est encore dix fois plus libre et dix fois plus favorable à la civilisation [1].

Passons maintenant de la catégorie des besoins aux catégories de la production, et, de la circulation, au capital productif et circulant.

Nous avons vu jusqu'ici que c'est justement dans ce domaine que le socialisme opère les plus profondes transformations. Il ne doit plus y avoir de capitaux privés, par conséquent plus de concurrence entre capitaux privés, et ils doivent disparaître graduellement ou soudainement.

Ils seront remplacés par une organisation publique, juridique, du travail national socialement ordonné et mettant en œuvre la collectivité du capital productif, par un système collectif

(1) J. S. Mill, dans ses *Principes d'économie politique*, après avoir vivement critiqué le communisme autoritaire, ajoutait : « Si cependant il fallait choisir entre ce communisme avec ses chances et le maintien indéfini de la société actuelle, je préférerais encore le communisme. » J. S. Mill avait raison : une organisation égalitaire, quelle qu'elle soit, serait supérieure au brigandage social régnant qu'illustrent tant d'oppressions, tant d'iniquités et tant de souffrances. (Note de Benoît Malon).

d'emmagasinage et de transport des produits, destinés à être ensuite délivrés aux individus à proportion du temps de travail porté en compte qu'ils auront consacré à la production sociale, et d'après un prix des denrées exactement calculé sur les frais moyens de production.

Cette organisation du capital et du travail serait évidemment incompatible avec le maintien de la spéculation, des entreprises privées, du marché, de la Bourse, de l'argent monnayé, des revenus privés de toutes sortes ; et, de cette incompatibilité, le socialisme se fera le plus grand mérite.

Pour les esprits habitués aux conditions sociales présentes, ces conséquences du système socialiste de production apparaîtront tellement inconcevables qu'il est utile de les examiner en détail. Mais il est un point essentiel que nous devons provisoirement écarter, car, pour en parler avec détail, il faut préalablement connaître la théorie socialiste de la valeur : c'est la manière dont on intéresserait les individus à la vie économique dans l'État socialiste.

Occupons-nous d'abord de l'organisation de la production et de la circulation des richesses.

Les moyens de communication qui sont également nécessaires à la production et à la circulation seraient publics, comme, pour la plupart, ils le sont déjà aujourd'hui. Ils serviraient aussi aux individus, pour leurs voyages et leurs correspondances, comme actuellement ; chacun pourrait acquérir des billets et des timbres, en échange du gain produit par son travail.

Tout transport d'*affaire*, de *marchandises*, au contraire, aurait un caractère public et collectif : transport des forces de travail, des matières premières, des matières ouvrées et des produits achevés, le tout passant des établissements publics de production aux magasins de livraison, sous une direction publique, unitaire.

Une rétribution particulière pour les transports de marchandises ne serait pas concevable ; car c'est la société tout entière qui fournit et entretient le capital nécessaire aux organes de communication ; c'est elle qui paie le personnel des transports en lui délivrant des bons sur les magasins publics, selon la quantité et la durée de leur travail.

Le contrôle de cette organisation des transports n'aurait donc à veiller que sur le chargement régulier, l'utilisation des voies les plus directes et les moins coûteuses, la livraison bien exacte, sur le bon entretien et la bonne utilisation des moyens detransport, et enfin sur la comptabilité des frais d'exploitation.

Tout cela est encore très concevable du point de vue des idées actuelles, car diverses institutions de communications et de transports sont déjà publiques et centralisées, comme par exemple les postes et les télégraphes, ainsi qu'une partie des chemins de fer, et presque tout le monde en est satisfait.

Mais il est beaucoup plus difficile de se représenter le socialisme réalisé dans la production des matières premières et la production

industrielle. C'est pourquoi nous allons procéder d'abord par définitions négatives.

Il n'est pas nécessaire que le socialisme tranforme immédiatement et tout d'un coup toute la production privée en production sociale, toutes les entreprises privées en fabriques d'État, et toutes les directions de la production en administrations économiques sociales. Il peut, dans cette œuvre de réorganisation, procéder graduellement, et transformer l'une après l'autre les branches productives en organes collectifs; il pourrait procéder régionalement, appliquer d'abord son effort aux branches de la production déjà centralisées en grandes entreprises, et les remettre à des corps juridiquement constitués, à de grands syndicats dirigés par l'autorité de l'État.

Les produits du travail social seraient jetés sur le marché libre ou livrés à un taux fixé d'après la quotité de capital et de travail incorporée. Le montant serait partagé entre les travailleurs publics, lesquels, quant à leur rendement, auraient intérêt à se contrôler réciproquement et à se discipliner eux-mêmes.

Seules, les parties socialisées de la production formeraient un corps de capital et de travail solidaire, auquel d'autres branches de production seraient libres, jusqu'à nouvel ordre, de se joindre ou non. La grande force attractive qu'exerceraient les établissements socialisés proviendrait des avantages positifs qu'ils offriraient.

Il ne serait nullement nécessaire que chaque

genre fût compris dans l'organisation sociale de la production ; par exemple, la production de l'individu pour son propre entretien, qui n'a point la vente pour objet, pourrait parfaitement, en principe, rester séparée.

Les travaux et les services que leur caractère de services personnels soustrait à toute centralisation, comme la médecine, les arts, pourraient même être abandonnés à la concurrence libre, et seraient payés par les clients à l'aide de bons de travail, ou bien l'indemnité privée pourrait, pour ce genre de services, être combinée avec le système déjà existant des émoluments publics. Cette manière d'intéresser les individus demeure concevable lorsqu'il s'agit de professions à services personnels, où le capital ne joue aucun rôle important. Seulement, les services personnels qui nécessitent un grand capital devraient être transformés en fonctions publiques et salariées, en administrations de capitaux publics. Ce genre de fonctions socialisées, officiellement appointées, existe déjà dans l'État, l'école, la commune.

En général, le mode socialiste de production n'est pas une chose entièrement nouvelle, mais une simple généralisation des entreprises publiques et des services publics. C'est pourquoi c'est bien mal s'y prendre que de reprocher au socialisme de supprimer radicalement l'État et la Commune. Il est, tout au contraire, du point de vue économique, la généralisation du principe même des États et des communes ; il est l'extension à la production sociale tout

entière du concept de la fonction publique, sociale.

Réalisable ou non, le principe collectiviste est théoriquement un principe social. Il soustrait la production à l'action aveugle de la concurrence anarchique, pour le confier à une organisation unitaire, mais aussi fédérative. C'est pourquoi les partisans de cette doctrine prennent le nom de *socialistes*, c'est pourquoi ils condamnent le régime économique bourgeois comme anarchique, comme incohérent, comme antisocial, comme purement individualiste, comme livré à tous les abus. Quiconque connaît quelque peu la littérature socialiste s'abstiendra donc de reprocher aux socialistes d'être des ennemis de l'État et de la société, car ces reproches sont justement ceux que les collectivistes font avec plus de raison à leurs adversaires libéraux.

Pour le socialisme réalisé, le suffrage universel n'est pas absolument nécessaire. Sans doute, pendant l'époque transitoire de sa lutte contre le libéralisme, le socialisme ne renoncera pas à ce mode de suffrage. Mais quand l'organisation unitaire du travail sera devenue une réalité, l'État socialiste possédera, à un plus haut degré, dans des proportions plus vastes, la solide et robuste structure organique et corporative qui a été celle du moyen âge.

Il faut à l'Etat individualiste les supercheries de ses constitutions et le mensonge de ses systèmes de représentation pour n'arriver à restaurer que l'antique représentation des états ; et l'État individualiste comporte infiniment

moins bien que le socialisme une structure vraiment organique. Cela est évident, et le socialisme le sait fort bien, quoiqu'il n'ait pas encore le loisir de songer à ce que sera sa constitution politique définitive.

Le principe d'une organisation collective de la production n'est donc pas davantage en ce sens anti-étatiste, et l'on ferait bien de renoncer à ces formules manifestement insoutenables. Toute la centralisation de l'État libéral va au devant du socialisme et est, pour ainsi dire, du même sang.

L'œuvre capitale de philosophie juridique de Lassalle, le *Système des droits acquis*, se résume dans l'idée politique qu'aucune fonction sociale ne doit être l'objet d'une appropriation individuelle du capital, que la main-mise privée sur la production sociale est exactement aussi antisociale et féodale que l'était autrefois la souveraineté héréditaire des nobles substituée à celle de l'État.

Il n'est ni moins usuel ni moins faux de déclarer que le socialisme ne fera que généraliser les défauts bien connus des exploitations actuelles en régie. On fera bien de ne pas trop faire fond sur cet argument.

D'abord, il existe dès à présent des travaux en régie qui sont d'une valeur économique supérieure ou du moins égale à l'industrie capitaliste : tels sont les postes, les chemins de fer d'État, les télégraphes, les entreprises communales de l'eau et du gaz, etc.

D'autre part, les socialistes peuvent alléguer

que les travaux en régie de l'État individualiste-capitaliste et les travaux organisés de l'État socialiste partent de principes totalement différents. Il est exact qu'aujourd'hui les directeurs et les travailleurs des fabriques de l'État n'ont aucun intérêt à produire économiquement pour le bien de l'État; qu'ils travaillent bien ou mal, l'État leur donne le salaire convenu. Il en serait autrement si chacun recevait d'autant plus que tous produiraient davantage, dans toutes les branches de la production. Alors, le travailleur s'intéresserait personnellement au rendement total de toutes les branches de l'industrie. Le contrôle économique et la discipline du travail, qui deviennent de jour en jour plus impossibles en régime de production capitaliste, au grand détriment de sa stabilité, seraient dans l'État socialiste beaucoup mieux garantis par les primes collectives, car chacun, en ce qui regarderait son salaire et sa prime, serait intéressé à ce que le paresseux et le mauvais travailleur n'eussent pas une solde complète; chacun serait intéressé à ce que le coût moyen du travail fût le plus bas possible, car c'est d'après ce coût que serait déterminé le prix des produits sociaux, et une quantité donnée de bons de travail permettrait d'en acquérir d'autant plus que les frais sociaux de chaque genre de biens seraient moins élevés.

Cet argument est très fort, car de ce que le système de régie actuel, dans une civilisation où la forme collective d'entreprise est une exception, donne de mauvais résultats, il n'est

pas permis d'en rien induire quant aux résultats économiques d'une exploitalion sociale généralisée, et dont les avantages généraux seront associés étroitement aux intérêts privés de chacun. En un mot, l'observateur sérieux et impartial ne peut pas se contenter de cette réfutation courante du socialisme, selon laquelle celui-ci ne ferait qu'universaliser les effets désastreux des entreprises actuelles de régie. Il faut au contraire bien recommander aux partisans de l'ordre social existant de ne point se reposer là-dessus. Leurs critiques valent contre le programme social-démocratique de Gotha ; mais ce socialisme-là n'est pas le seul concevable.

La question principale est tout autre, et la voici :

Le socialisme sera-t-il jamais en mesure de réaliser sur son propre terrain, au même degré ou à un plus haut degré, la grande vérité psychologique et la fécondité économique du principe individualiste, en vertu duquel l'intérêt privé concourt à l'accomplissement des fonctions de la production sociale ?

Nous considérons cette question comme décisive, et nullement décidée encore ; c'est d'elle que dépendra, un jour, le triomphe ou la défaite du socialisme, la réforme ou la ruine économique de la civilisation par le socialisme réalisé ; et c'est pourquoi nous voulons l'éclairer de quelques remarques critiques, quoique notre tâche consiste essentiellement à dégager exac-

tement la quintessence, le contenu du socialisme.

Nous ferons d'abord observer que, dans sa formule actuelle, le socialisme n'a pas encore expliqué comment, jusque dans ses moindres détails, le vaste organisme collectif des capitaux et du travail aboutira à des conduites individuelles harmonieuses et fécondes.

D'un centre unique, ni la menace des pénalités, ni l'appel au peuple et à ses devoirs, ni aucun autre procédé n'obtiendra que, sur toute l'étendue de la production unifiée, chacun produise le plus de richesses possible, au moindre fraispossible, c'est-à-dire que l'on produise partout économiquement, que personne ne gaspille le temps, ne gâche ou n'utilise sans ménagement la matière première ; que dans chaque domaine industriel les moyens de production soient toujours renouvelés à temps et pour le mieux, tant au point de vue technique qu'au point de vue du rendement quantitatif ; que le travail, dans l'échelle des qualifications, soit estimé à sa juste valeur ; que les employés de la production sociale, jusqu'aux *omniarques* de Fourier, n'exploitent pas davantage, ne détournent pas davantage, n'engloutissent pas plus de plus-value, ne fraudent pas plus qu'il n'arrive dans la société capitaliste actuelle.

Il ne suffit pas, dans une communauté de production composée de millions d'hommes, que le producteur A sache que son revenu de travail social dépend du fait que les 999.999 autres coopérateurs seront aussi appliqués que lui-même. Cela ne suffit pas pour éveiller le

contrôle nécessaire, pour étouffer le penchant à la paresse et à la malhonnêteté ; pour empêcher le détournement du temps de travail au préjudice de la communauté, pour rendre impossibles l'égoïsme et la ruse qui se traduisent par une taxation non équitable des travaux individuels.

Le socialisme devrait faire l'intérêt privé de chacun solidaire du rendement général à un degré au moins égal à celui que réalise la société actuelle. Il devrait savoir récompenser chaque section pour les rendements collectifs extraordinaires, ou, au contraire, lui faire porter la peine de ses négligences ; il devrait aussi bien que le régime actuel, et mieux encore, savoir distinguer, signaler et glorifier les progrès techniques, récompenser les services rendus à la communauté par les individus. Il devrait enfin savoir diriger les innombrables forces de travail sur le point précis où leur rendement sera le meilleur, non pas par la contrainte du commandement, mais par la puissante impulsion de l'intérêt inviduel.

S'il ne remplit pas toutes ces conditions, le socialisme arrivera, et à grand peine, à réaliser une répartition plus équitable du produit national, mais il ne pourra obtenir à coup sûr une production sociale plus féconde que la production moyenne acquise par l'économie capitaliste au moyen de la surexcitation de l'intérêt privé et par la fixation des prix, non pas uniquement d'après le prix de revient, mais aussi et surtout d'après la valeur spéciale, locale, momentanée, des travaux et des biens pris un à un.

Nous sommes bien éloigné de penser que le socialisme ne puisse y arriver. La discussion scientifique sur cette grave question en est encore à ses débuts. Mais ce que l'on peut affirmer sans crainte de se tromper, c'est qu'à l'heure qu'il est, le programme socialiste n'offre pas encore ces garanties ; c'est qu'aujourd'hui il ne se fait pas encore une idée très claire de l'organisation nécessaire des primes au travail. Et cependant, il est hors de doute que, le puissant ressort de la concurrence capitaliste une fois brisé, il serait de toute nécessité de donner à la concurrence du travail l'impulsion la plus énergique et la plus noble.

En particulier, la théorie socialiste de la valeur — en tant que, dans la détermination de la valeur des biens, elle n'a égard qu'au coût social, et ne tient aucun compte de la valeur d'utilité qui varie selon le temps, le lieu et l'objet — est complètement incapable de résoudre d'une manière réellement économique le problème de la production collective posé par le socialisme.

Aussi longtemps que le socialisme n'offrira à cet égard rien de plus positif, il n'aura pas d'avenir. S'il se borne à vouloir, en vue de réaliser une répartition plus équitable des produits — répartition qui a peut-être d'autre part des vices que nous n'apercevons encore pas — jeter par dessus bord un régime qui a des vices, sans aucun doute, mais qui offre néanmoins des garanties nombreuses d'une efficacité économique passable, — tant qu'il s'en tiendra là, dis-je, le socia

lisme ne peut pas réussir à l'amiable, et, s'il veut recourir à la force, il échouera bien longtemps encore.

Si, au contraire, le socialisme parvient à rendre solidaires de son principe incontestablement plus unitaire, plus social, et de sa condamnation radicale de l'usure et des monopoles privés, les avantages de l'intérêt privé et du libre accomplissement des fonctions sociales, si, en d'autres termes, il sait conserver tout ce que l'ordre existant a de bon, il est assuré, dans la suite des temps, d'un triomphe plus ou moins complet.

En ce cas, tout, dans le mouvement social actuel, l'annonce et lui prépare les voies : la centralisation dans l'État, la nature des échanges modernes qui tendent vers la plus complète centralisation, la tendance générale à la grande exploitation et à la concentration des forces mécaniques, l'union des travailleurs dans la grande industrie et leur indiscipline croissante vis-à-vis des entrepreneurs capitalistes, etc. Mais il faudrait qu'il se fût défait de ce qui le rend si effrayant aujourd'hui. Alors, il apparaîtrait vraiment comme une phase du développement social, non point uniquement destructive, mais qui recueillerait tous les fruits mûrs de la civilisation, en vue d'une fécondation ultérieure, plus élevée en degré.

Pour en arriver là, la route est longue, mais rien n'autorise à déclarer que cette élaboration est impossible. C'est au contraire l'une des tâches les plus grandes et les plus conserva-

trices qu'il y ait, et il n'en est pas qui importe davantage aux destinées futures de l'humanité.

Tout en nous réservant d'y donner nos efforts, nous retournons à notre sujet actuel, et nous continuons à rechercher les conséquences qui découlent du principe fondamental du socialisme.

20. Le mode socialiste de production est, disons-le encore, un système unitaire et clos. Quelle forme recevra cette unité, sera-t-elle centraliste ou fédérative, absolutiste ou démocratique, et cette organisation unitaire sera-t-elle partout et toujours économiquement possible, autant de questions que nous pouvons omettre pour le moment. Le socialisme agitateur d'aujourd'hui a encore sous ce rapport bien des lacunes aussi graves au moins que celles du vieux communisme, qui s'est vraiment ridiculisé à force de transposer romantiquement les instincts les plus permanents de l'homme en fraternité et en désintéressement.

Quant à la nécessité d'une forme collective, et par conséquent unitaire de la production, le socialisme doit y tenir radicalement, l'anarchie de la concurrence individualiste étant, pour lui, la source de tous les maux, de toutes les tromperies, de toute la désorganisation, de toute l'instabilité, de toutes les exploitations et les iniquités de la société actuelle.

L'État socialiste ne sera réalisé que lorsque les moyens de production sociale seront propriété collective. C'est ce qui explique la tiédeur

des socialistes conscients à l'égard de la coopération petit-bourgeoise d'un Schulze, de la participation des ouvriers aux bénéfices, des offices du travail, comme aussi vis-à-vis du système encore anarchique des groupes autonomes de production, n'étant liés entre eux par aucun lien unitaire, et vivant entre eux dans des termes purement contractuels.

Les tentatives de cet ordre demeurent sur le terrain de la concurrence privée ; elles supposent toujours des capitaux appropriés, un mode de production morcelée, un conflit anarchique des intérêts privés entre ouvriers et patrons, entre compagnons laborieux et compagnons paresseux, entre syndiqués et non syndiqués, entre associations productives florissantes et sociétés moins heureuses.

Le socialiste conscient ne s'intéresse à tous ces efforts que dans la mesure où ils peuvent aider au groupement des travailleurs, à la concentration des moyens de production et au développement de la conscience collective des intérêts communs. Quant au reste, il hausse les épaules.

C'est ce qu'il faut bien considérer si l'on veut comprendre la tiédeur, ou pour mieux dire la répugnance que montrait par exemple Karl Marx à l'endroit de ces réformes. Il faut, aux yeux du socialisme, que la richesse productive devienne richesse collective ; c'est à cette condition que le travailleur pourra recevoir des moyens de consommation proportionnels à son travail.

CHAPITRE IV

SUPPRESSION DES CAPITAUX DE PRÊT, DU CRÉDIT, DES FERMAGES, DES LOYERS, DE LA BOURSE, ETC.

Le principe socialiste est opposé non seulement au maintien de la propriété individuelle des moyens de production privés *directement* exploités, c'est-à-dire des entreprises privées (affaires individuelles, sociétés par actions et autres associations de capitaux privés), mais encore de la propriété individuelle des sources *indirectes* de revenus, c'est-à-dire de tout le système actuel de crédit, de prêt, de loyers et de fermage.

Le crédit d'État et le crédit privé, les capitaux de prêt en général sont incompatibles avec l'État socialiste. Et, en effet, le socialisme prétend supprimer radicalement les dettes d'État et les dettes privées, le système des loyers et des fermages, et toutes les valeurs de Bourse existantes. Tout au plus consentira-t-il à racheter ces titres au prix d'un certain nombre de parts de moyens de consommation.

Il condamne toute aristocratie propriétaire permanente, héréditaire, fondée sur l'argent et les rentes, noblesse foncière ou financière.

Tout au plus admet-il une aristocratie du mérite personnel.

Pour bien comprendre ce bouleversement qui, à lui seul, imprimerait à toute notre vie sociale une physionomie tout autre, il suffit de s'attacher à l'idée fondamentale du socialisme.

La communauté possèderait et entretiendrait la totalité des moyens sociaux de production; elle serait le capitaliste universel ! Comment, dans ces conditions, concevrait-on une transmission privée du capital à titre de prêt à des entrepreneurs privés, c'est-à-dire un crédit productif, alors qu'il n'y aurait plus ni capitaux privés, ni entreprises privées ?

Le crédit de consommation ne pourrait être accordé que par la communauté, pour mettre les individus à l'abri du besoin, et seulement comme une avance sur le travail futur du débiteur. Dans l'Etat socialiste, — et il s'en fait un mérite — le crédit de consommation disparaît, et avec lui le crédit usuraire qui s'abat sur les nécessiteux. La communauté viendrait en aide à ceux de ses membres qui en auraient besoin, ou leur fournirait des avances, inscrites à leur compte social, et recouvrables sur le produit de leur travail ultérieur. A leur actif, elle pourrait à la rigueur inscrire leurs épargnes, les recevoir à titre d'assurances pour l'avenir, lorsque l'individu voudrait réserver une partie de ce que lui vaut son travail. Ainsi l'assurance personnelle ne serait pas supprimée purement et simplement, mais elle ne pourrait plus être établie sur les revenus de capitaux, ni sur les

spéculations financières, mais bien uniquement sur des versements prélevés sur le travail fourni, ou sur des avances consenties sur le travail ultérieur.

Il n'y aurait plus de fermage, attendu que les fermes sont des moyens de production, et seraient donc propriété collective.

Il n'y aurait plus de location de magasins de vente, puisqu'il n'y aurait plus de commerce privé.

La location des logements serait également supprimée, puisque dans l'État socialiste toute perception de rentes foncières serait réprouvée : car on n'introduira de l'ordre et de la stabilité dans l'habitation ouvrière que lorsqu'on la soustraira à la charge usuraire des loyers, et que la société l'organisera méthodiquement en tenant compte des lieux où s'exerce chaque métier.

Le crédit de l'État serait devenu superflu, car tous les besoins extraordinaires qui lui incomberaient, il ne pourrait les satisfaire qu'en puisant aux réserves publiques, avec autorisation régulière.

On conviendra que toutes ces déductions sont des conséquences strictes du principe fondamental. Elles en sont déduites, les unes plus généralement, les autres moins, et le socialisme en a une conscience plus ou moins claire.

Or, supposez qu'il n'y ait plus ni actions, ni papiers d'État, ni lots, ni priorités, ni hypothèques, ni titres de rentes privés, ni bail de fermage, ni revenus de louage. Il est bien évident

que cette abolition de tout le système de revenus privés transformerait complètement la vie sociale d'aujourd'hui. Ce serait porter une atteinte profonde, non seulement aux conditions présentes de la fortune et des revenus, mais aux usages actuels de la consommation et des besoins, aux dépenses de luxe et à la production de luxe, et les besoins seraient singulièrement nivelés. En particulier, il n'y aurait plus de Bourse.

Bien entendu, le socialisme ne s'émeut pas de l'objection que tous ces bouleversements mettraient en péril l'avenir des classes cultivées et possédantes. Il répond en réclamant pour les fils des prolétaires un droit égal à la propriété, à l'instruction et aux jouissances de la vie, et promet à tous ceux qui voudront travailler un bien-être moyen. Le plus qu'il puisse admettre, c'est le rachat des titres de rentes moyennant une quantité donnée de moyens de consommation, divisée en annuités, et payable pendant l'époque de transition. Mais il est résolu à mettre fin radicalement aux monstrueux abus du crédit public et privé, et aux pillages éhontés des gens de Bourse.

CHAPITRE V

ABOLITION DU COMMERCE EN MARCHANDISES, DU MARCHÉ, DES ANNONCES ET DES RÉCLAMES

Mais poursuivons, et venons à cette autre conséquence du principe socialiste qui supprime tout commerce privé, tout marché, et qui, au numéraire métallique, substituera, en fin de compte, de la monnaie-travail, des *bons de travail.*

En d'autres termes, plus de capitaux privés employés au commerce.

Le commerce actuel (privé, spéculateur) est évidemment une conséquence de la production privée et de la concurrence privée. Étant donné que l'ensemble de la production sociale, agricole et industrielle, est morcelé aujourd'hui en d'innombrables entreprises privées, la production totale est sans unité et sans coordination. Ce lien commun qui fait défaut, c'est le capital commercial qui y supplée ; c'est lui qui prend les produits d'une entreprise pour les remettre à une autre, et, finalement, au consommateur. Or, chacune de ces opérations de vente et d'achat doit nécessairement être rémunérée, car les particuliers qui font circuler les biens sont mus uniquement par des raisons d'intérêt

privé, et ne subissent d'autre pression sociale que la concurrence des autres capitaux sur le marché ; il faut donc bien que, pour chacune de leurs démarches, ils obtiennent une rémunération privée.

Or, qu'on se figure la production *privée* capitaliste abolie, et cette production morcelée remplacée par la production collective unifiée, organisée : du même coup, la vente et l'achat, la concurrence et le marché, l'évaluation et le paiement en argent deviennent superflus. Bien mieux, ils sont impossibles à l'intérieur du régime socialiste ; c'est seulement dans les rapports avec les États capitalistes, ou avec les débris capitalistes de l'ordre bourgeois, que la balance des valeurs d'exportation et d'importation et celle du commerce d'échange intérieur devraient être soldées en argent. Dans l'État socialiste, l'usage de l'argent monnayé ne demeurerait nécessaire que dans la mesure où le principe de la collectivité des capitaux et de la production ne serait pas encore, ou ne serait pas appliqué universellement et rigoureusement.

Examinons les choses de plus près, afin de faire comprendre clairement pourquoi le socialisme veut et doit mettre radicalement fin au commerce, à l'emploi de l'argent monnayé, au marché, à la concurrence commerciale et, pardessus tout, à la Bourse. Que le socialisme y soit déterminé, il suffit pour n'en pas douter de connaître d'un peu près, et non uniquement par ouï-dire, les vigoureuses attaques qu'il dirige contre la Bourse, le commerce et l'ar-

gent. Déjà la critique sociale de Fourier s'appliquait principalement à ces objets.

Qu'on se représente la direction suprême de toute la production centralisée en un point, en un office où se concentreraient tous les offices partiels de la production et du débit, — et il importe peu que cette direction supérieure soit conçue au sens du socialisme fédéraliste ou centraliste. Dans cette hypothèse, des points centraux et intermédiaires de l'organisme économique, il se ferait un déplacement des produits, d'un établissement à l'autre, jusqu'au consommateur; il s'effectuerait donc tout un processus de transport, de dépôts, de magasinage, en vue de distribuer toutes sortes de produits aux lieux voulus, en quantités voulues, au moment voulu, en se réglant sur les besoins officiellement constatés de chaque région.

Ainsi, de même que dans le commerce actuel, les échanges intérieurs de l'État socialiste s'exécuteraient par le moyen d'une série d'opérations de transport et de magasinage, réglées par une comptabilité et une balance unique et centralisée de toutes les entreprises. Mais cette circulation n'aurait plus le caractère d'un *acte privé*, d'un *échange* proprement dit, elle ne serait plus du commerce, une série de ventes et d'achats formant une chaîne continue d'actes d'échange *privés*. Le commerce disparaîtrait : il serait réellement superflu. Le lien entre les affaires de production, qui, dans le régime de la production morcelée capitaliste et spéculatrice, ne peut être que privé, serait réa-

lisé unitairement et collectivement par le moyen d'une administration économique et à l'aide d'un système de transports et d'entrepôts publics. La concurrence des capitaux de commerce et de spéculation ne serait donc pas seulement superflue, elle serait inconcevable. Il se fera sans doute dans le nouveau régime un large débit social des *produits*, mais il n'y aura plus de trafic de *marchandises* dans un but de spéculation. Les produits débités seront bien toujours des richesses transportables et des provisions, mais ils ne seront plus des objets de spéculation et d'échange privé ; en un mot, ils ne seront plus marchandises.

C'est ainsi qu'il faut entendre les socialistes, lorsqu'ils expliquent minutieusement que la *forme marchandise* des biens n'est qu'une *catégorie historique*, propre au régime actuel de production individualiste, catégorie qui n'a nécessairement aucune place dans un régime quelconque de production vraiment *sociale*, et qui, par conséquent, sera absente du futur État socialiste, comme elle l'a toujours été de l'économie patriarcale et féodale de la commune rurale de l'Inde antique, et comme elle l'est encore actuellement de l'économie familiale.

Avec la marchandise, le commerce et le profit de commerce, on verra disparaître aussi le *marché* et la *Bourse*.

La Bourse, parce que le système du crédit privé serait aboli, de la manière que nous l'avons expliqué.

Le marché des marchandises disparaîtrait

pour un autre motif, que je vais expliquer.

Le marché de spéculation a une triple fonction :

1) la détermination sociale du total des besoins qui peuvent être satisfaits par des produits économiques ;

2) la détermination de la quantité et de la qualité des produits économiquement productibles, c'est-à-dire objets de demandes.

3) la production continue d'une valeur d'échange qui maintient l'équilibre économique entre la production et la consommation.

Or, ce triple objet du marché n'aurait plus aucune raison d'être dans le nouveau régime. Les administrations du débit relèvent la somme des besoins, divisent d'après ces besoins le travail national en différentes catégories de travaux qu'elles répartissent entre les corporations de production, de transport, d'entrepôts, et fixent la valeur des produits d'après la mesure « du temps socialement nécessaire à leur production » (Karl Marx). La valeur ainsi déterminée, les produits sont distribués, en échange de bons de travail, aux producteurs.

Le marché de spéculation serait donc superflu ; car, nous le répétons encore, ce marché n'est qu'un corollaire du régime de la production individualiste, qu'il contraint, par un rythme mécanique et incertain, à s'adapter aux nécessités économiques, sous la pression capricieuse de la concurrence universelle d'innombrables intérêts privés ; il n'aurait plus de raison d'être dans un régime de production collectiviste unitairement organisé.

Avec le commerce de spéculation tomberait également de lui-même tout le système de corruption économique de la presse.

Comme c'est la communauté qui règle la valeur d'échange unique, ou plutôt le taux uniforme des valeurs sociales, la presse n'aura plus là-dessus aucune influence, et ne pourra plus agir sur les prix et sur les cours. Bien plus, elle-même cessera d'être un objet de spéculation, elle ne sera indépendante que grâce à l'appui d'associations, et elle devra renoncer au bénéfice des insertions et des annonces de spéculation. Enfin, ces annonces elles-mêmes auront perdu toute raison d'être.

C'est ainsi que les juifs socialistes — voyez les études de Lassalle sur le prolétariat de la plume — font au *judaïsme de la presse* une guerre aussi acharnée qu'au judaïsme du commerce et de la Bourse. Il ne s'agit pas ici de haines de race. C'est que cette triple incarnation du judaïsme plonge ses racines dans le terrain libéral de la concurrence et de la spéculation, et a grandi avec elles.

Bien d'autres choses encore disparaîtront. Tout le gaspillage luxueux en annonces et en étalages, et les taux énormes des loyers des boutiques et des magasins s'effondreront, entraînant avec eux le commerce de gros et de détail, la concurrence commerciale, et les intermédiaires stériles et parasites.

On le voit, la transformation que rêvent les socialistes sera complète.

CHAPITRE VI

ABOLITION DU NUMÉRAIRE MÉTALLIQUE COMME MOYEN D'ÉCHANGE ; ET REMPLACEMENT DE CETTE MESURE COMPARATIVE DES VALEURS PAR DES UNITÉS DE TEMPS DE TRAVAIL SOCIAL (MONNAIE-TRAVAIL). — LA TAXE DES VALEURS DANS L'ÉTAT SOCIALISTE, EN REGARD DU PRIX DE MARCHÉ ACTUEL.

On connaît les attaques énergiques dirigées par le socialisme contre l'argent monnayé : dans l'ordre socialiste, il aurait la même destinée que le commerce.

Il est bien difficile, lorsque l'on vit dans notre régime économique fondé sur l'argent, de se transporter en pensée dans un état économique où l'échange des travaux particuliers et des biens particuliers se ferait sans le secours de la monnaie. Et cependant l'histoire nous enseigne que tous les régimes économiques clos ont toujours ignoré l'usage de l'argent dans les transactions intérieures. Dans l'État socialiste, qui est un système clos, l'argent ne serait pas plus employé qu'il ne l'est aujourd'hui à l'intérieur de l'économie domestique.

Les socialistes, je l'ai déjà dit, reprochent à l'emploi de l'argent de masquer et de favoriser

l'exploitation du travail. Le salaire-argent donné en compensation du travail accompli cache cè fait que le travailleur ne reçoit pas en argent l'équivalent intégral de son travail, et qu'il est contraint de laisser à l'entrepreneur la plus-value, c'est-à-dire ce qui excède le coût de sa vie.

La possession de l'argent donne à n'importe qui le pouvoir le plus arbitraire et le plus funeste d'intervenir abusivement dans la marche de la production sociale et de la circulation des biens, le pouvoir de produire des crises et des troubles anarchiques. L'argent rend possible l'accumulation démesurée des richesses privées, et laisse ainsi la concurrence dégénérer en des monopoles privés, scandaleux et sans remède.

La littérature socialiste abonde en développements critiques de ce genre, ou de caractère analogue. Nous n'avons pas à répondre à ces critiques, mais uniquement à vérifier la cohérence ou l'inconséquence du programme socialiste. Sous ce rapport, il ne saurait faire de doute que, dans le régime économique unifié et clos des socialistes, l'usagede la monnaie métallique actuelle n'aurait ni place ni raison d'être.

L'argent remplit aujourd'hui deux fonctions principales. D'après les économistes il est, d'une part, la *mesure de valeur* commune (moyen d'estimation) ; d'autre part, et en raison même de ce premier caractère, il est aussi le moyen le plus général de compensation entre les intérêts privés, le véhicule de la valeur (moyen gé-

néral d'échange, de paiement, de liquidation, de transport, de conservation et de prêt).

En ce qui concerne ce second ordre de fonctions, l'argent deviendrait entièrement superflu, en régime socialiste. Car il n'y aurait plus, comme nous l'avons montré, de rapports privés de prêt ou d'échange ; les produits seraient délivrés par la société contre des bons que la comptabilité de l'administration du travail social tirerait sur la comptabilité de l'administration des magasins, comme un avoir sur le travail accompli, ou comme une avance sur les gains futurs de travail ; ou bien, dans l'hypothèse strictement communiste, ils seraient répartis au prorata des besoins raisonnables. On n'aurait donc plus aucun besoin de ce moyen général d'achat qui doit maintenant être mis entre les mains de chaque vendeur, en retour de son produit, qu'il peut échanger contre toutes sortes de biens, et qui lui sert pour ainsi dire de gage réel. Les organes de la production collective et les consommateurs (possesseurs de bons de travail) régleraient leurs comptes entre eux sans le secours de l'argent, d'après le temps de travail et la valeur du temps de travail, par un système de compensation opéré par les offices administratifs et les offices de liquidation. Ces administrations en agiraient de même entre elles, lorsqu'elles feraient échange de produits, et le même processus s'exécuterait enfin entre ces administrations d'une part et les entrepôts publics d'autre part.

En ce qui concerne son autre fonction, celle

de *mesure de la valeur*, l'argent serait remplacé dans l'État socialiste par la journée moyenne de travail, qui servirait à évaluer les produits et à fixer l'actif de travail qui reviendrait à chaque producteur.

La journée sociale de travail prise comme unité de valeur serait aussi un moyen d'estimation en justice des bons sur l'actif de travail des condamnés et des débiteurs de la collectivité seraient un moyen très sûr de recouvrer les amendes, les peines et les exécutions.

La mesure de la valeur, indispensable même en régime socialiste, y resterait donc en vigueur, mais elle serait essentiellement autre chose, elle serait une fraction définie du travail collectif ramassé en une masse unique.

Si l'on admet la possibilité de cette mesure nouvelle de la valeur, les socialistes procèdent très logiquement lorsqu'ils annoncent expressément l'abolition de l'argent actuel. Comme moyen privé de rémunération, comme moyen général d'achat, comme gage intermédiaire d'échange, il serait devenu superflu ; or, c'est uniquement pour ces fonctions que la monnaie métallique est nécessaire. Comme mesure de la valeur, nous le répétons, l'argent serait remplacé par l'unité réelle de mesure du temps de travail social.

Le temps social de travail pris comme mesure de la valeur, — cette idée paraîtra inconcevable à la plupart des lecteurs ; beaucoup même n'en ont sans doute jamais entendu parler. Et cependant cette idée est le véritable fondement théo-

rique du socialisme. Aussi a-t-elle plongé dès à présent de profondes racines dans la pensée socialiste, et Karl Marx déclare expressément que ses propositions sur le travail comme substance et la mesure de la valeur sont la pierre angulaire de tout son système.

Faisons donc plus ample connaissance avec l'idée socialiste de la valeur, en extrayant l'essentiel du tissu dialectique enchevêtré, et peu intelligible pour les profanes, qu'est le livre de Karl Marx.

D'après cette théorie, la substance de la valeur des produits, c'est le travail socialement nécessaire à la réalisation de ce produit. Les produits sont qualifiés de travail concrétisé, cristallisé. Mais ce n'est pas le premier travail venu qui peut déterminer la valeur, c'est seulement le travail *socialement nécessaire*, c'est-à-dire le travail qui, d'après l'état donné de la technique sociale, doit être employé en moyenne à l'achèvement du produit nécessaire à la satisfaction de tout le besoin social.

Supposez, par exemple, — c'est ainsi qu'on peut illustrer l'idée de Marx — qu'un pays ait besoin de 20.000 hectolitres de froment et que, pour les produire, il doive employer 100.000 journées de travail socialement organisé ; chaque hectolitre vaudrait $\frac{100.000}{20.000} = 5$ journées de travail individuel socialement constitué. Et cette valeur aurait cours quand même des exploitations isolées seraient assez mal conduites pour employer 10 ou 20 journées de travail individuel à la production d'un hectolitre.

Qu'on se figure tous les genres usuels de produits estimés d'après la dépense expérimentalement nécessaire de travail social, et l'on obtiendra par addition le total du temps de travail socialement nécessaire à la production sociale de tout ce qu'exige la satisfaction des besoins collectifs. Admettons que cette somme comporte 300 millions de journées de travail socialement organisé, c'est-à-dire, si la journée est de huit heures, deux milliards quatre cent millions d'heures de travail social. La somme totale de toutes les richesses sociales nécessaires, produite sous une direction publique unifiée (actuellement abandonnée à la direction de capitalistes concurrents), aurait également pour valeur totale 2 milliards 400 millions d'heures de travail, exactement autant d'heures de travail qu'il en serait réellement fait pendant une année par un million de travailleurs. L'heure de travail, soit $\frac{1}{2.400.000.000}$ du travail collectif annuel serait la mesure de valeur générale, et 2.400 millions d'*unités nominales de valeur* pourraient et devraient être délivrées aux travailleurs en certificats, bons ou chèques de travail, de sorte que ces mêmes travailleurs pussent racheter aux magasins publics le produit total du travail collectif, valant également 2.400 millions d'heures de travail.

La somme totale du travail fourni en un temps donné serait toujours égale, du moins en général, à la valeur totale de la masse des bons produits dans ce temps donné.

Les administrations économiques crédite-

raient le travail fait, fixeraient la valeur du produit d'après la mesure immédiatement connue des frais de production évalués en temps de travail, délivreraient des chèques sur le travail enregistré, et céderaient les produits contre ces chèques au taux du prix de revient du travail social.

Il y a harmonie évidente entre cette théorie de la valeur et les revendications essentielles de l'ancien socialisme, qui voulait que la jouissance fût proportionnelle au travail, que chacun eût, comme revenu privé, comme légitime propriété privée, l'équivalent du produit intégral de son travail, que la propriété et le revenu fussent fondés ainsi sur le travail individuel, et qu'il ne fût plus possible à un tiers de s'approprier la plus-value, c'est-à-dire une part du travail d'autrui (Programme d'Eisenach, de 1869). A vrai dire, chacun ne reçoit pas son propre produit, la production sociale ayant précisément pour but de faire que tous produisent pour tous sur les bases de la division du travail. Mais, en supposant le travail de chacun équitablement estimé d'après la valeur de l'heure sociale de travail, — en tenant compte dans l'estimation du degré de perfection du travail — chacun serait rémunéré en raison du service rendu par lui à la société, et recevrait de la société, pour sa jouissance, en produits sociaux, l'équivalent de son travail individuel.

Sous un autre rapport encore, le travail obtiendrait, au moins relativement, sa juste et complète rémunération. En effet, si l'on objec-

tait que la société a elle aussi des besoins d'utilité publique, besoins de l'État, des communes, des écoles, de l'Église, etc., et que, par conséquent, l'individu isolé ne peut pas recevoir en produits sociaux tout l'équivalent de son travail, 'objection ne serait fondée qu'en apparence. Admettons, en effet, que sur le produit de 300 nillions de journées sociales de travail, un iers, si l'on veut, soit 100 millions de journées, loive être prélevé pour les dépenses publiques, l ne resterait sans doute à répartir entre les roducteurs, qui auraient fait les 300 millions de ournées, qu'une valeur de 200 millions de ournées. Mais la conséquence serait tout simlement que, pour une heure de travail, on onnerait un chèque de 2/3 d'heure de travail, le tiers restant serait employé, pour le bien ommun, aux services publics, et irait former masse des contributions ou charges sociales. insi, indirectement, on aurait un revenu social lativement égalisé et mesuré uniquement sur travail de chacun, et une propriété privée ndée uniquement sur le travail individuel. Il résulterait, en outre, une parfaite proporonnalité de l'impôt.

Tout cela est très logiquement construit.

Il reste à se demander :

1° Au point de vue *théorique*, si la prémisse, près laquelle le coût social du travail est la sure de la valeur des biens, est exacte ;

2° Au point de vue *pratique*, si l'État sociae unifié pourrait venir à bout de l'énorme nptabilité sociale qu'il nécessiterait, — et s'il

serait en mesure d'estimer exactement des travaux inégaux d'après des unités de temps de travail social.

A la première question, il faut répondre négativement, car la valeur des biens est réglée non seulement d'après le prix de revient, mais aussi d'après la valeur d'usage, c'est-à-dire l'urgence et l'intensité du besoin. Si l'on veu omettre de tenir compte des variations de la valeur d'usage des différents travaux et des différents produits, une tarification sociale de l valeur substituée à la fixation du prix par l marché devient chose absolument inconcevable.

Comme nous l'avons dit déjà, il faut que l socialisme sache et puisse modifier de fond e comble sa thèse fondamentale de la valeur de biens déduite de la somme de travail socialement nécessaire à la production. Nous pensons que cela n'est pas impossible, et nous ne nous y arrêtons pas davantage. Mais, telle qu'elle été formulée jusqu'ici, cette thèse fait du socialisme une utopie. Quand, par exemple, le citoyen de l'État socialiste, après une mauvais récolte, réclame du pain, l'administrateur peut pas lui offrir des pierres, ni des habits, des plaisirs. Mais en revanche, le pain que tout le monde réclame doit être frappé d'une ta en sus du prix de revient, afin que du prod rare, et d'autant plus désiré, chacun puisse av au moins pour son strict nécessaire.

Ainsi la valeur sociale (valeur d'échange) d être déterminée non seulement d'après le c

de la production, mais en même temps aussi d'après la valeur d'usage, qui est variable. Autrement, entre le besoin social et la production sociale, il se ferait une rupture d'équilibre funeste, dont personne ne pourrait conjurer les désastres.

Il importe que le socialisme résolve cette difficulté, trop dédaignée par ses théoriciens.

Le moyen d'en être quitte, c'est — avec le programme de Gotha que la social-démocratie a substitué en 1875 au programme d'Eisenach de 1869 — d'opérer la répartition, en communisme radical, relativement aux besoins raisonnables, normaux. En ce cas, il va de soi que la doctrine marxiste des frais de production considérés comme le principe de la répartition n'a plus aucune raison d'être, et que la monnaie-travail devient superflue.

Mais aussi, c'est jeter toute l'économie publique dans l'insondable chaos d'une désorganisation irrémédiable ; car aucun ressort économique ne tendrait plus les activités individuelles vers le bien commun.

CHAPITRE VII

LA DÉTERMINATION SOCIALISTE DE LA VALEUR D'ÉCHANGE ET LA LIBERTÉ DU TRAVAIL DANS L'ÉTAT SOCIALISTE.

Il faut à présent revenir au sujet que plus haut nous avions laissé de côté (ch. III), et qui est bien le point le plus faible ou du moins le plus obscur du programme socialiste, je veux dire le classement économique et le contrôle des travaux isolés au sein du corps immense de la société collectiviste laborieuse.

Sur quels principes toutes les forces de travail seront-elles réparties dans le vaste domaine de la production? Les fonctionnaires économiques pourront-ils, à leur gré, déplacer, transplanter ces forces de travail, et les astreindre sans fin à de nouveaux apprentissages?

Dans l'état actuel, cette difficulté d'un classement économique des forces de travail isolées dans l'ensemble du travail social se résout très simplement. En effet, le salaire ne se règle pas sur le prix de revient ; il baisse pour un travail donné lorsque s'abaisse la demande, c'est-à-dire lorsque la valeur d'usage est moindre ; le prix du travail hausse, au contraire, quand le produit est plus recherché, c'est-à-dire lorsque sa va-

leur d'usage monte. Il en résulte que les travailleurs isolés, repoussés par leur propre intérêt du travail qui a perdu sa valeur d'usage, sont attirés vers celui qui est demandé, — et cela, sans aucune contrainte administrative. La liberté de se déplacer est la reconnaissance juridique du droit du travailleur à rechercher du travail dans les lieux où le salaire est plus rémunérateur.

L'État socialiste, communiste ou non, échouerait dans sa tâche s'il n'imitait pas cet exemple, et s'il prétendait taxer les journées de travail uniquement d'après le coût de la production, au lieu de les taxer en tenant compte des fluctuatuations de la valeur d'usage : plus haut que la simple journée de travail quand la valeur l'usage hausse, plus bas quand la valeur d'usage baisse. Si le socialisme n'y réussit pas, il ne sera pas maître d'empêcher les accumulations mproductives, il sera contraint de transporter mpérativement les travailleurs sur tel ou tel point. Si, au contraire, le socialisme introduit a valeur d'usage dans la taxation sociale 'échange, l'intérêt privé continuera d'attirer es travailleurs des professions improductives ux professions productives ; il ne serait donc lus besoin de contrainte, et il serait possible e conserver dans l'État socialiste tous les vantages de la liberté de choisir sa résidence son métier. La liberté individuelle du travail erait garantie ; et l'administration de la production pourrait répartir et déplacer les forces e travail au mieux de la production totale.

Or, il est parfaitement possible de tenir compte de la valeur d'usage dans la détermination des valeurs. Dans une production unitairement organisée, on verrait bien vite quels seraient et où seraient les travaux les plus demandés, et les travaux superflus ; et même on saisirait d'ensemble les oscillations des besoins et les déficits. On pourrait donc hausser ou baisser les prix pour provoquer économiquement le déplacement du travail.

Mais alors, il faudrait abandonner la fausse théorie actuelle de la valeur fixée d'après le coût social, tant en ce qui touche la taxation des produits qu'en ce qui touche la taxation des travaux. L'une et l'autre évaluation devraient suivre les fluctuations en hausse et en baisse de la valeur d'usage.

Si l'on se refusait à tenir compte de la valeur d'usage, c'est-à-dire à considérer les oscillations contingentes de la valeur sur le marché d'aujourd'hui, aucune direction supérieure quelconque du système de production ne parviendrait à maintenir l'équilibre quantitatif et qualificatif, entre l'offre et la demande de produits et de travaux, c'est-à-dire sauvegarder l'équilibre économique du travail et de la consommation qui, de nos jours, sans doute par soubresauts, mais d'un mouvement incessant, se corrige par le jeu des oscillations de la valeur d'usage et la fluctuation des prix du marché.

On le voit, d'une exacte position de la théorie de la valeur sociale d'usage dépendent : 1° la possibilité de maintenir en équilibre écono-

mique et de diriger une si immense organisation de travail, de production et de besoins ; 2° la sauvegarde d'une indispensable liberté individuelle du travail et de la consommation ; 3° l'incitation des efforts individuels au meilleur emploi économique de la force de travail et des biens. Assurément le régime nouveau se rapprocherait par là considérablement de notre vie actuelle et de ses usages. Les avantages du régime libéral, la liberté individuelle, la liberté de la résidence, la liberté industrielle, pourraient être sauvés, tandis qu'il serait remédié au désordre présent et à la désorganisation du travail.

Or, est-il possible d'organiser un mode social de fixation de la valeur, en tenant compte également des fluctuations de la valeur d'usage de tous les travaux individuels et des produits isolés, c'est ce que nous n'examinerons pas ici. Cette question n'a pour ainsi dire pas été encore discutée, et n'est par conséquent pas mûre. Mais ce que nous pouvons affirmer sans réserve, c'est que, pour la détermination de la valeur d'échange (valeur sociale) des travaux et des produits, la prise en considération de la valeur d'usage est le point essentiel et décisif. En d'autres termes, si le socialisme n'est pas en mesure de conserver tous les avantages de la *liberté* du travail et de la vie privée, en y joignant ses avantages propres, incontestables, qui sont, entre autres, d'introduire l'ordre et le contrôle réciproque du travail, et la discipline librement acceptée, d'abolir le surtravail, de

mettre fin à l'abandon des femmes et des enfants, à l'exploitation par des intérêts privés, à la paresse et à la vie parasitaire improductive, à la corruption, au luxe démesuré, aux délits motivés par la propriété ; — si le socialisme est incapable, en réalisant ces progrès, de sauvegarder toutes les conséquences heureuses de la liberté, il n'a aucune chance d'être réalisé, ni aucun droit à l'être. Car tous les avantages que je viens d'énumérer peuvent fort bien, dans un État où le travail ne serait organisé que par une contrainte mécanique, faire place aux défauts exactement inverses, si l'on ne fait pas la place nécessaire à la liberté individuelle des mouvements, et à la graduation des valeurs selon les individus, les sortes de produits, et les moments de la vie économique. Il est remarquable et consolant que le socialisme n'apparaisse vraiment praticable qu'à la condition de conserver et même de développer les meilleurs effets de l'économie libérale[1].

Que le lecteur ne nous en veuille pas d'avoir insisté si longuement et si abstraitement sur la théorie de la valeur. Notre conviction, scien-

1. Même l'obligation de travailler journellement huit heures n'est pas nécessaire à l'État socialiste. Chacun n'y peut vivre que de travail, et par conséquent tous voudront travailler. Enchaîner au travail, tel jour ou telle semaine, un producteur n'est nécessaire que dans certains cas où la société aurait un besoin urgent de produits et ne pourrait pas trouver de remplaçant au producteur en question. La *journée normale de travail* réclamée aujourd'hui comme moyen défensif contre l'excès de travail et l'appropriation de la plus-value par un tiers, aurait alors une toute autre signification. (Note de l'auteur.)

tifiquement et longuement pesée, est que cette théorie a pour l'avenir autant d'importance au moins que l'une quelconque des théories de Rousseau et des esprits inventifs de la première révolution bourgeoise libérale. Une correction efficace apportée à la théorie encore aujourd'hui très généralement répandue de la valeur établie sur le coût social du travail, importe peut-être grandement à la destinée de plus d'une nation.

CHAPITRE VIII

REVENUS ET EMPLOI DES REVENUS POUR L'ACCUMULATION DES FORTUNES ET LA CONSOMMATION. — PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE ET DROIT PRIVÉ. — LE MARIAGE ET LA VIE DE FAMILLE. — SYSTÈME D'ÉPARGNES ET D'ASSURANCES. — DÉPENSES POUR LA BIENFAISANCE, L'HUMANITÉ, LA RELIGION ET AUTRES INSTITUTIONS MORALES.

Nous avons trouvé jusqu'ici qu'en ce qui concerne la production, l'échange et l'évaluation des biens, le principe socialiste ne conserve rien de ce qui caractérise, essentiellement ou par voie de conséquence, le système de la production privée. Le louage privé des services (salariat), le capital de spéculation (individuel ou de sociétés), la concurrence, le marché et la Bourse, les prix et les cours du marché, le commerce avec tout son cortège d'annonces et de réclames, le luxe des étalages, l'emploi du numéraire métallique, le crédit, les loyers, les fermages et toutes les formes actuelles du revenu privé (salaire, bénéfice, intérêt, rente foncière et immobilière), le revenu public dérivant des revenus privés (c'est-à-dire le système actuel d'impôts), en un mot tous les traits caractéristiques du régime économique moderne

doivent nécessairement et définitivement disparaître avec l'avènement du principe « social » de la production et de l'échange. Tout cela ne serait plus qu'une « catégorie historique dépassée ». C'est tout un monde nouveau qui s'ouvre, où il est à peu près impossible de pénétrer en pensée, quand on aborde pour la première fois ces doctrines. Seule, la grande production collective fondée sur la division du travail passerait, comme le fruit mûr du *capitalisme* parvenu à son développement complet, de l'État bourgeois à l'État socialiste, où elle trouvait l'application la plus étendue,

Nous devons maintenant aborder de plus près les catégories économiques de la *distribution* et de la *consommation* des richesses, des *revenus* et de *l'emploi des revenus*, et nous demander quelle forme prendrait le revenu dans l'État socialiste, et comment il serait employé à la consommation et à la formation d'une propriété privée.

Nous savons déjà qu'il n'y aurait d'autre *revenu privé* — abstraction faite des dons et des offrandes volontaires, — que du *revenu de travail.* La répartition des produits se ferait par la liquidation des bons de travail dans les magasins publics de livraison. L'antinomie du profit et du salaire appartiendrait désormais, selon la formule de Marx, aux *catégories historiques* définitivement dépassées.

Nous savons aussi que la collectivité ne tirerait plus son revenu des revenus privés des citoyens, c'est-à-dire que le système actuel

d'impôts ne serait plus applicable. Ce que la collectivité aurait reconnu nécessaire aux besoins publics serait directement prélevé dans les entrepôts publics et employé à la solde des fonctionnaires publics. Il est singulier que cette conséquence logique, dont l'imposante simplicité abolit le système actuel des impôts, n'ait pas été déduite, ou du moins qu'elle n'ait pas fait l'objet d'une étude attentive de la part des socialistes [1]. Il est tout à fait évident que le système d'impôts qui tire le revenu de l'État des revenus privés est propre au régime de la production individualiste ; dans l'État socialiste, l'impôt unique sur le revenu lui-même serait une pure absurdité.

Comment donc, dans l'État socialiste, serait réglé *l'emploi* possible des revenus privés ?

On peut concevoir quatre modes d'emplois volontaires des revenus : *Consommation personnelle*, — *Épargne personnelle* (accumulation directe de richesses, — *Transmission* à autrui contre paiement (accumulation indirecte de richesses), — Enfin, *donation* à des tiers.

Nous examinerons brièvement et très généralement ces quatre cas au point de vue des conséquences du principe socialiste.

1. Que cette conséquence n'ait pas été examinée en détail, c'est possible ; mais elle a été certainement déduite au moins par les socialistes français, qui ont soin, chaque fois qu'ils disent : *A chacun l'équivalent du produit de son travail*, d'ajouter : *les charges sociales étant remplies*, c'est-à-dire, la somme de richesse nécessaire aux services publics étant d'abord prélevée. (Note de Benoît Malon).

1.— *Consommation personnelle.*— Le principe de la production collective n'empêche nullement que chacun se procure, avec l'équivalent du produit de son travail, ce qui répond à ses besoins et à ses désirs. Seulement il se pourrait que l'État socialiste condamnât certains besoins physiquement et moralement nuisibles ou incompatibles avec ses principes, et les supprimât en ne produisant et en ne fournissant plus les moyens de les satisfaire. Pour tout le reste, l'emploi privé du revenu et le libre choix des besoins individuels resteraient intacts (voir plus haut chap. III).

2.— *Épargne et formation de propriété individuelle.* — L'épargne aussi, sauf les cas où elle aurait pour objet des moyens de la production collective, est parfaitement compatible avec le principe fondamental du socialisme.

Contrairement à des opinions fort répandues, il faut répéter encore que le socialisme n'exclut ni la propriété en général, ni la propriété privée. Le collectivisme, il est vrai, veut la socialisation de tous les capitaux productifs, mais il ne supprime pas la propriété privée. Chacun reste libre de consommer immédiatement ou d'accumuler les biens qui ne servent pas à la production, et même la transmission héréditaire des moyens de consommation individuellement appropriée n'a rien qui soit incompatible avec le collectivisme. Le socialisme n'exige nécessairement ni la suppression de la propriété privée, ni le nivellement des besoins.

Seuls, les instruments du *travail collectif* — non pas les moyens de consommation individuelle — doivent et peuvent être mis en propriété collective. Il est impossible de concevoir même la socialisation de moyens d'existence qui ne peuvent être consommés qu'individuellement, de vêtements qui ne peuvent être portés que par une seule personne, de moyens de culture qu'un seul individu peut employer.

Il est d'autant plus nécessaire d'insister là-dessus, que l'opinion publique est portée à attribuer aux collectivistes bien plus de communisme et d'idées nivelleuses en ce qui touche l'emploi du revenu et la conduite de la vie pratique, qu'il n'est juste et exact de le faire si l'on se reporte aux écrits des socialistes et si l'on envisage les conséquences logiques du socialisme, alors que la même opinion paraît à peine se douter de l'immense bouleversement que le socialisme produira dans le domaine de la production et de l'échange. Il est très regrettable et très fâcheux qu'on ne veuille pas se faire, avec calme et avec réflexion, une idée exacte du principe collectiviste et de sa véritable portée, et qu'on soit incapable de distinguer entre ce qui, dans le socialisme, est essentiel, et ce qui est hors d'œuvre. Il en résulte que d'une part on amoindrit l'importance du socialisme et que d'autre part on le défigure monstrueusement. On voit même des hommes instruits faire preuve, en ce qui concerne la « négation de la propriété », d'une ignorance telle qu'elle saute aux yeux de milliers de travailleurs sans culture,

qui voient volontiers dans cette ignorance l'indice de la malveillance des classes dominantes.

Nous y insisterons donc : il n'est pas vrai que le collectivisme veuille abolir toute propriété, qu'il soit la négation pure et simple de la propriété. Il repousse uniquement *l'appropriation privée des moyens de production*, et il veut y substituer la mise en propriété collective de ces mêmes moyens de production (biens fonds, ateliers, machines, etc.). La propriété privée des moyens de consommation ou de jouissance n'est pas ni ne peut être supprimée. Aucun socialiste contemporain n'est assez imbécile ni assez fou pour condamner l'appropriation privée et le libre emploi des moyens d'existence, tels que vêtements, mobiliers, livres, etc. La propriété collective doit s'étendre seulement aux moyens de production de la portion du travail déjà régie aujourd'hui par le principe de la coopération et de l'organisation, c'est-à-dire au *capital*, à la manière dont l'État et les communes possèdent déjà les routes, les places publiques, les institutions commerciales des transports, de la justice, de l'enseignement, de la police, etc. Ainsi on se propose d'étendre le principe collectiviste, déjà amplement appliqué aujourd'hui, aux moyens de production du travail organisé, c'est-à-dire au capital social ; et il est bien évident que la propriété individuelle ne se trouvera réduite que dans la mesure et dans les domaines où la propriété collective aura été étendue.

Nous insistons fortement sur ce point, non pour prendre à notre compte ou pour combattre cette extension de la propriété collective, mais pour empêcher qu'on ne présente cette question sous un jour faux. Quiconque connaît quelque peu la littérature socialiste sait combien les agitateurs du prolétariat savent profiter de cette insinuation, suivant laquelle le socialisme voudrait l'abolition absolue de toute propriété, pour accuser les classes possédantes et instruites de mauvaise foi, de calomnie et de basse et mensongère dénonciation. Et, en effet, il n'est pas vrai que le socialisme réclame des *partages* annuels. Ce qu'il demande, c'est le rachat des moyens de la production sociale, comme s'opéra jadis le rachat des charges et servitudes féodales ; et il veut ensuite mettre en commun ces moyens de production, et partager le produit annuel, créé à l'aide du capital social, entre tous les travailleurs, au prorata du temps et de la qualité de leur travail, — ou, communistement, de leurs besoins. Il est parfaitement permis de juger ces revendications impraticables et même impuissantes à réaliser le but qu'on poursuit, mais il n'est pas vrai qu'il s'agisse d'un partage périodique des fruits du travail et de l'épargne de chaque individu avec des parasites fainéants ; et il n'est pas vrai non plus qu'il s'agisse — ce qui serait une idée insensée — d'abolir la propriété privée des moyens de consommation, lesquels, de par leur nature, ne peuvent être consommés que privément, soit par un seul homme, soit

dans le cercle clos d'une famille. Il n'est pas davantage vrai que le principe de la propriété collectiviste soit un principe entièrement *nouveau*, étranger et hostile au droit existant ; car toutes les personnes morales, depuis l'État, l'Église et la Commune, jusqu'à la famille, comportent la propriété collective dans une large mesure.

La vraie question est celle-ci : les moyens de production, en tant qu'ils sont la base fondamentale du travail collectif, dès aujourd'hui organisé et réparti, doivent-ils devenir la propriété collective — nationale ou communale — du corps social de la production ? C'est toute la question. Qu'elle soit résolue de cette manière ou d'une autre, il est évident que ni la propriété privée de *tous* les biens, ni la propriété en général ne sont en cause. Toute discussion raisonnable devient impossible, et l'on ne fait qu'exciter les passions du prolétariat, quand, au lieu de s'en tenir exactement à la question véritable, on attribue au socialisme des choses qui lui sont tout à fait étrangères; danger immense, car accuser le socialisme de vouloir des *partages* sans cesse renouvelés, alors qu'il veut l'organisation collective durable des moyens de production, c'est s'obstiner à prouver trop, c'est-à-dire à ne prouver rien.

La suppression du droit d'héritage pour l'individu et pour la famille n'est pas davantage une conséquence nécessaire du socialisme et ne lui importe pas particulièrement.

Le socialisme pourrait dire avec raison aux

exaltés qui veulent abolir tout droit d'héritage : « Que Dieu me garde de mes amis! » Le principe du collectivisme laisse au droit d'héritage juste autant de place qu'à la propriété privée, quelles que soient les fables débitées là-dessus par les socialistes anciens et récents, et bien qu'aujourd'hui encore certains écrivains socialistes à l'esprit confus allèchent le prolétariat en parlant de l'abolition ou d'une restriction importante du droit d'héritage.

Sans doute, il est bien entendu qu'aucun droit d'héritage privé ne saurait être attaché au capital. Mais, une fois que le socialisme aurait supprimé l'appropriation privée du capital, des moyens de production — de la même manière que la révolution bourgeoise de 1789 a supprimé les droits féodaux sur la terre, et en a rendu impossible la résurrection — rien n'empêcherait qu'il accordât le droit d'héritage des moyens de consommation, vêtements, meubles, moyens d'instruction ou d'amusement, objets d'art, etc., sans porter la moindre atteinte à son principe fondamental.

Ce droit d'héritage serait d'ailleurs forcément limité ; car l'excédent des moyens de consommation qu'on pourrait léguer serait nécessairement médiocre, vu que la richesse actuelle des particuliers en moyens de consommation disparaîtrait avec la propriété des moyens de production et les sources abondantes de revenus.

Bien des gens ont trouvé incompréhensible que Karl Marx, de tous les socialistes le plus influent et le cerveau le plus logique, n'ait pas

réclamé, en premier lieu, l'abolition du droit d'héritage dans l'État futur. Il suffit d'un peu de réflexion pour comprendre qu'étant donné la socialisation des capitaux, le droit d'hériter des moyens de jouissance n'a plus qu'une importance infiniment secondaire. Même si les socialistes obtenaient aujourd'hui le rachat des capitaux, sous une forme analogue à l'abolition par la bourgeoisie des droits sur le sol féodal, ils pourraient fort bien consentir à la transmission héréditaire des valeurs données en échange, puisqu'elles ne pourraient être, comme nous l'avons montré plus haut, (chapitre II), en capital ou en annuités, que des valeurs représentatives de *moyens de consommation* et non pas de *moyens d'acquisition*. Les fils des millionnaires se chargeraient de réduire à des proportions raisonnables, dans l'espace de peu de générations, les moyens de jouissances des dynasties capitalistes actuelles.

Le droit d'héritage n'est vraiment un gros morceau (si l'on peut ainsi parler) qu'aussi longtemps que les capitaux — moyens de production, sources de revenus — sont objets de propriété privée. Une fois cette condition modifiée, il ne saurait plus y avoir que des successions modestes, qui ne pourront avoir pour effet, dans l'État socialiste, d'inquiétantes inégalités de fortunes.

Ce qui est surprenant, c'est que l'agitation socialiste n'ait pas depuis longtemps protesté plus hautement et plus solennellement encore contre l'imputation de vouloir abolir le droit

d'héritage et le droit de tester. Le socialisme pouvait, on le voit, sans mentir à ses principes, protester en toute sincérité.

Après toutes nos remarques sur les conséquences économiques du socialisme pour la consommation et la vie de ménage, il est aisé d'évaluer les conséquences qu'il entraîne pour le mariage et la famille.

Chez les socialistes de nos jours, on rencontre çà et là des manières de voir fort libres relativement au mariage et à la famille, et qui vont chez quelques-uns jusqu'à admettre l'amour libre : on trouverait aisément à cet égard des citations fort compromettantes. Mais hâtons-nous d'ajouter que parmi les possédants et les hommes des classes cultivées, il en est qui professent et souvent pratiquent aussi bien l'*amour libre* que la *religion libre*. C'est pourquoi, pour l'homme politique qui regarde un peu loin, la question véritable est de savoir si l'abolition du mariage indissoluble, de l'éducation familiale et du droit familial d'héritage sont ou ne sont pas des postulats essentiels du socialisme. Or, à cette question, il faut répondre négativement.

L'abolition de la propriété privée des moyens de production collective réduit si fortement, à elle seule, indirectement, l'inégalité des conditions d'existence, de l'éducation familiale et des fortunes héréditaires, que l'État socialiste pourrait, mieux qu'aucun autre, accorder sans aucun risque la liberté individuelle des conditions de vie, de l'éducation familiale et de l'hérédité des

moyens d'entretien et de jouissance. Il n'y aurait pas nécessité absolue d'organiser en commun, à la manière de Fourier, les dortoirs, les réfectoires, les salles de jeu; et la contrainte sociale n'irait guère au delà de l'instruction obligatoire d'aujourd'hui. Sans doute, la cuisine, le nettoyage, l'éclairage, le chauffage devraient être organisés autrement, parce que les serviteurs personnels — qualifiés d'esclaves domestiques par le socialisme — devraient être remplacés, en partie par des procédés mécaniques étendus aux travaux de ménage, et en partie par la libre vocation de ceux qui préféreraient ce genre de travaux.

Il est certain que le luxe des magnifiques cuisines privées et des salons privés disparaîtrait, mais il ne faudrait pas renoncer nécessairement pour cela à la table privée et au logement privé; et la mécanique serait conduite à exécuter beaucoup de travaux qui incombent maintenant aux domestiques. La physionomie des maisons deviendrait tout autre : point de palais luxueux appartenant à un seul, point de trous infects en guise de logement; mais la demeure privée et la vie de famille resterait parfaitement possible.

Les socialistes contemporains doivent s'attendre à une grande opposition contre l'amour libre de la part de populations qui seraient à peu près tout entières au niveau de culture des classes moyennes d'aujourd'hui [1].

1. Ces populations seraient moralement supérieures par leur instruction plus rationnelle et par la cessation de l'antagonisme des intérêts. Qu'entend-on par *amour libre ?* Les

Tout le monde répugnerait autant qu'aujourd'hui à se laisser ravir par l'État et les maîtres d'école enfants, parents ou époux. Les pédagogues à l'esprit faux, les libertins et autres exaltés du socialisme ne réussiraient pas envers et contre tous, *contra naturam ;* ils se briseraient la tête contre un obstacle insurmontable, et ce serait fort bien fait.

Certainement la vie intérieure de la famille serait adaptée directement au régime de la production, et le travail féminin en excès y trouverait son emploi. Qu'on ne s'y trompe pas, le socialisme pourrait acquérir une puissance convaincante prodigieuse, précisément en ce qui concerne la pureté de la vie de famille, le mariage, l'habitation, le travail des femmes, etc., s'il consentait à renoncer aux tendances irreligieuses et matérialistes qui ne dérivent pas nécessairement de ses principes, qu'il a en commun avec toutes les classes de la société présente, et

socialistes demandent en général l'*union libre*, c'est-à-dire le mariage vivifié par la liberté et n'ayant d'autre lien que l'amour réciproque et l'acceptation de devoirs ou pour mieux dire la moralité des conjoints. Il est évident que cette forme matrimoniale appelle des contractants supérieurs en moralité aux membres de la société bourgeoise actuelle. Le mariage légal indissoluble est une précaution sociale prise contre des individus qu'on juge indignes de pratiquer librement leurs devoirs. Il en est ainsi de presque toutes les lois, bonnes ou mauvaises ; à mesure que progresse la civilisation, le nombre de ces lois va diminuant ; elles doivent périr, quand elles ne sont plus une *forme éducative*. Les lois matrimoniales ne font pas exception ; elles disparaîtront quand, n'étant plus qu'une pure oppression, elles répugneront à la dignité humaine. Et il en sera ainsi en civilisation socialiste, on peut le prévoir. (Note de Benoît Malon).

dont la formule particulièrement cynique lui vient de ses premiers fondateurs français, — par exemple le *Phanérogamie* de Fourier [1].

3. — Après avoir parlé de la liberté d'économiser et d'employer les revenus privés, il nous reste à examiner si le socialisme peut aussi garantir les épargnes, c'est-à-dire organiser l'épargne et l'assurance au moyen du prêt et du

1. L'éminent auteur nous paraît être tombé ici dans une erreur d'appréciation et une erreur de fait. L'erreur d'appréciation concernant la grande utilité que trouverait le socialisme à se faire religieux et spiritualiste, nous ne la discuterons pas, ayant simplement à présenter la *Quintessence du socialisme* aux lecteurs français, sans avoir à l'approuver de la première à la dernière ligne. C'est aux lecteurs à juger ce puissant travail. — L'erreur de fait consiste à dire que ce sont les socialistes français qui ont donné au socialisme ses tendances irreligieuses et matérialistes. Rien n'est plus faux. Ce qu'on doit reprocher à la masse des premiers socialistes français, c'est justement leur spiritualisme effréné et leur religiosité. Saint-Simon et ses disciples, Cabet et ses communistes, Buchez et ses associationnistes, s'intitulaient *néo-chrétiens* ; Fourier et les siens sont déistes convaincus et spiritualistes déterminés ; Pierre Leroux et son école, panthéistes-spiritualistes ; Proudhon, spiritualiste et déiste à ses heures ; Louis Blanc, plus que déiste, providentialiste. Auguste Comte n'est pas spiritualiste, mais il jette les bases d'une religion de l'humanité. Un seul socialiste français, Dezamy, osa être matérialiste en 1840 ; le néo-chrétien Cabet le tua moralement par l'accusation d'immoralité de doctrines. A la même époque, l'Anglais Owen et le Russe Herzen étaient au contraire nettement matérialistes. Cette rectification n'a pas pour but de repousser pour les premiers socialistes français une accusation qui serait déshonorante ; nous voudrions au contraire que cette accusation, ils l'eussent méritée ; leur action n'eût pas été si éphémère. Mais il n'en a rien été, et, malheureusement pour le socialisme, presque tous ont voulu d'abord christianiser. (Note de Benoît Malon).

crédit, et, s'il le peut, comment il doit l'organiser en vertu de ses principes.

Il est bien évident que la transmission des épargnes serait dans l'avenir absolument impossible pour ce qui est des placements à intérêt. Les moyens de production ne pouvant plus être propriété privée, le transfèrement privé de l'usage du capital (d'où découle l'intérêt comme prix de l'usage du capital concédé) n'aurait plus de raison ni de possibilité d'être.

Mais, en revanche, rien n'empêcherait de transporter dans l'avenir des épargnes jusqu'à une certaine somme et pour un certain laps de temps. La portion des revenus du travail qui ne serait pas immédiatement employée pourrai être, pour l'avenir, portée tout entière à l'acti de celui qui aurait fait cette épargne. Les épargnes payables et les épargnes reportées s'équilibreraient, et ce transfèrement de droits à de produits en nature ne portant pas intérêt n pourrait aucunement avoir pour effet de troubl l'harmonie économique de la société socialist L'organisation de la production collective com porte parfaitement ce crédit d'épargnes payabl à vue ou à terme.

La concentration de revenus considérables e vue de buts privés (voyages, études, associ tions) ne serait pas interdite en principe, comm se plaisent à le dire actuellement les adversair du collectivisme, et comme nous-mêmes no l'avons longtemps admis. Seulement le prélèv ment et l'allocation d'intérêts seraient pl radicalement abolis qu'ils ne l'ont jamais é

par la législation canonique sur l'usure ; il serait donné complète satisfaction au principe d'Aristote, que l'argent « ne doit pas faire de petits ».

4. — Enfin, la liberté des donations faites aux siens, à des tierces personnes privées, à des associations, n'est pas du tout contraire aux principes du collectivisme. Aussi la sociabilité, le compagnonnage, l'hospitalité, la bienfaisance, les libres soins aux malades, la libre poursuite d'intérêts humanitaires, scientifiques et religieux, sous la forme d'associations, sont-ils parfaitement concevables dans un État collecviste.

Nous y insistons expressément, car on dit fréquemment que le socialisme est impossible, ne fût-ce que pour cette seule raison qu'il abolit, avec la propriété privée, tout libre mouvement individuel. Cette servitude pourrait, en effet, résulter d'un État socialiste despotique et matérialiste, mais elle n'est pas une conséquence obligée du principe fondamental du socialisme. Chacun aurait le droit de faire, sans léser en quoi que de soit le principe socialiste, des dons consistant en bons de temps de travail à des particuliers, à des associations, à des corporations et même à des églises.

Encore un point sur lequel nous nous arrêterons. Le socialisme d'aujourd'hui est absolument irreligieux et hostile à l'Église. Il affirme que l'Église n'est qu'une institution policière aux mains du capital, qui déçoit le prolétariat au moyen d'une *traite sur le ciel*, et que, par conséquent, il faut qu'elle disparaisse.

L'Église et toute religion quelconque son[t] détestées fanatiquement par beaucoup de socialistes, et certes, la faute en est surtout à l'Église ; mais cette attitude n'est pas une conséquence nécessaire du principe économique du socialisme, au moins en ce qui touche les institutions religieuses qui ne sont pas liées à des intérêts de classes [1].

Si dans l'avenir le socialisme se réalise, tout ce qui concerne le culte sera probablement à la charge de cotisations volontaires des coreligionnaires. D'ailleurs il est possible, encore que peu probable, que l'Église soit entretenue par l'État et traitée au point de vue financier comme institution publique. En tout cas, l'Église pourrait subsister à titre d'association libre entretenue par les libres subsides de ses adhérents. Cette forme sera celle de beaucoup d'autres associations, constituées indépendamment de l'État avec des fins religieuses, scientifiques, techniques, politiques et sociales. Nous nous en tenons ici aux conséquences économiques. Il est actuellement impossible de prédire quelle sera la destinée de l'Église chrétienne de cette *Internationale noire*, si violemmen[t] répudiée par l'État libéral, si profondémen[t]

1. Le socialisme apportera la lumière et un esprit d[e] justice plus développé. Dans ces circonstances, les absurdité[s] et les insanités contenues dans les mythologies sémitique[s] qui obstruent la pensée européenne ne sauraient longtemp[s] résister. Cela ne veut pas dire qu'on vivra sans religion[;] l'*humanisme* remplacera le jéhovisme et le mahométisme[;] on sera simplement entré dans une religion humaine sup[é]rieure. (Note de Benoît Malon.)

détestée par l'*Internationale rouge*, et de dire si, dans l'État socialiste, elle pourra continuer de dominer et d'exercer une influence sur les âmes. Toujours est-il, nous l'avons montré, qu'il est possible de concevoir, dans l'État socialiste, une combinaison qui assure l'existence matérielle de l'Église, tout en lui laissant sa liberté et son indépendance. C'est ce que ne doivent pas perdre de vue, à la veille de la séparation d'avec l'État, les amis ni les ennemis de l'Église.

La science, l'amitié, l'humanité, la bienfaisance, tout ce qui a trait à l'utilité publique, trouverait aussi une place, pourvu que le socialisme s'en tînt à son vrai principe, qui est la réalisation du système de production collective. Ceux qui le contestent peuvent alléguer l'extravagance et la frivolité de quelques socialistes ; mais ces craintes ne sont nullement fondées, si l'on s'attache au principe économique qui devient de plus en plus la base du socialisme, et qui sera le centre des grandes luttes de l'avenir.

Puisse-t-on cesser d'être dupes d'illusions dangereuses et de faire la guerre à des moulins à vent. Par cette manière de combattre le socialisme, on travaille à rendre le socialisme violemment révolutionnaire, ce qui amènerait la ruine des plus hautes conquêtes et des idéals les plus élevés de la civilisation.

CHAPITRE IX

CONCLUSIONS

Nous avons confronté (chap. III-VIII) le principe collectiviste avec les catégories principales de l'économie politique. Il nous reste à résumer les données auxquelles nous sommes arrivés.

On a vu d'abord que les réfutations habituelle ne portent pas contre le socialisme.

Il n'est pas vrai que le socialisme condamne toute propriété.

Il n'est pas vrai qu'il veuille l'abolition absolue de la propriété privée.

Il n'est pas vrai qu'il veuille se passer de moyens de production, qu'il doive supprimei le capital, au sens technique du mot,

Il n'est pas vrai qu'il détruise la grande production.

Il n'est pas vrai qu'il soit nécessairemen matérialiste et qu'il n'admette aucune discipline.

Il n'est pas vrai qu'il supprime la famille e l'héritage.

Il n'est pas vrai qu'il dénie absolument l libre choix du domicile et le libre choix de

professions ; ni qu'il condamne la libre détermination des besoins individuels, la liberté de la vie privée, et toute liberté d'association.

Il n'est pas vrai que le socialisme soit nécessairement anti-national et cosmopolite, car une organisation internationale du travail, sans une organisation préalable du travail national, serait impossible. Il faudrait plutôt craindre un trop grand isolement national. La tendance bourgeoise actuelle au libre-échange est, au contraire, cosmopolite au premier chef.

En outre, il n'est pas vrai que le socialisme anéantisse la spontanéité de l'individu, et qu'il soit, par conséquent, hostile à toute civilisation et à toute liberté. Bien au contraire, c'est lui plutôt qui réaliserait pour tous la liberté de leurs goûts et de leur besoins, de même qu'il introduirait le self-government constitutionnel dans le domaine du travail professionnel, puisque par lui tous seraient des travailleurs professionnels, et non des serviteurs privés.

Il est également injuste de prétendre que le socialisme réalisera le despotisme de l'État centralisé. Il est infiniment plus probable qu'on verra naître une administration plus autonome, organisée territorialement et industriellement, au-dessus de laquelle seraient librement constituées les autorités centrales de l'État, organes de l'ordre, de la répartition équitable de la communauté. Ces autorités agiraient chacune comme aujourd'hui, et même avec moins d'intensité que ne font maintenant les autorités centrales dans leurs rapports avec les adminis-

trations autonomes communales, académiques, ecclésiastiques et pédagogiques.

Enfin, il est faux de dire que l'anarchisme politique est la conséquence logique du socialisme. L'idéal d'une organisation conservatrice, c'est-à-dire une organisation complète des métiers de tout l'ensemble du peuple, ne deviendra possible qu'en régime socialiste; alors qu'aujourdhui cette base manque, et que le suffrage universel bâtit son édifice sur un sable mouvant. Il est hors de doute que l'organisation des corporations professionnelles serait un principe d'ordre énergique, d'autant plus que le suffrage universel serait conservé pour toutes les élections représentatives. Des électeurs professionnels conscients, ayant une assiette sociale solide, pourrait exercer dignement leur droit de vote.

Mais en voilà assez sur les reproches injustement adressés au socialisme. En revanche, nous avons constaté que les partis socialistes actuels sont irreligieux au plus haut degré, qu'ils exagèrent cette attitude au préjudice de leur cause. En vérité, il est inconcevable que les socialistes, dont les principes impliquent, plus qu'aucun autre, l'empire sur soi-même, l'honnêteté, la soumission et le dévouement, l'amour chrétien dans son sens le meilleur et le plus pur, s'obstinent à un matérialisme et à une haine de toute religion qui ne sont point faits pour les masses populaires qui peinent et qui savent tout le sérieux de la vie. Une doctrine dont la conséquence est d'entraver le

développement ultérieur de la civilisation et tout l'ensemble des progrès moraux, doit répugner sans aucun doute aux classes moyennes du régime collectiviste autant qu'aux classes moyennes du régime capitaliste [1].

Il est également regrettable que beaucoup de socialistes aient crié à tue-tête aux prolétaires, contrairement à l'esprit même du collectivisme, que chaque travailleur doit recevoir l'équivalent complet du produit de *son* travail [2], alors que dans l'État socialiste aussi bien que dans l'État capitaliste, ce n'est qu'après prélèvement des sommes nécessaires aux charges publiques que le total du produit pourra être réparti entre les travailleurs, en raison du temps et de l'intensité du travail individuel.

Il est inconcevable que les théoriciens du socialisme ne s'appliquent pas d'abord à améliorer leurs doctrines en vue de conserver et de fortifier au plus haut degré les garanties individuelles de la productivité économique. En conservant une féconde concurrence du travail sociale, le socialisme pourrait conserver tous les bons côtés de l'économie existante.

Une victoire prompte, soudaine et totale du

1. Schaeffle parle ici en réformateur chrétien. Il est pourtant une vérité qui est entrée même dans le domaine de l'opinion publique, c'est que la morale est indépendante des religions. Même les simples libéraux reconnaissent que les progrès de la civilisation ont presque toujours dû vaincre d'abord les préjugés religieux, les religions étant, par leurs prétentions à l'infaillibilité et à l'éternité, la force rétrograde la plus tenace. (Note de Benoît Malon).

2. Marx n'y est pour rien. (Note de l'auteur).

socialisme n'est ni à craindre ni à espérer, en raison de la masse des intérêts hostiles, de la force d'inertie, et d'autres obstacles encore. Mais, d'autre part, les lecteurs impartiaux reconnaîtront qu'à des idées comme celles que nous venons d'exposer, ce n'est pas par des coups de fusil, mais par des arguments qu'il faut répondre. C'est le peuple qui constitue l'armée, et l'armée fait du peuple un corps unifié de forces mécaniques. Si le peuple en masse devenait socialiste, il suffirait que le socialisme produisît un jour un grand capitaine pour recueillir l'héritage de la centralisation militaire.

Qu'on se borne donc à examiner les idées, et à les combattre par des arguments, si l'on juge qu'elles sont fausses. Il n'est plus guère personne qui nie que le socialisme, de plus en plus conscient de ses principes, dégagé de ses fantaisies déraisonnables de jadis, attaché à dégager d'une manière chaque jour plus intelligente les conséquences de son principe mieux formulé, — que le socialisme, dis-je, forme un ensemble d'idées positives de réorganisation qui s'empareront puissamment des masses.

Déjà, une organisation internationale, dont le mécanisme ne se disloque que par intervalles, travaille à organiser une force politique considérable, appliquée à la réalisation de ces idées. Déjà, en tous pays, le *Quatrième État* s'est pénétré des idées essentielles de la doctrine, et, par là même, il contraint les meneurs à les formuler avec plus de clarté.

C'est pourquoi nous nous sommes efforcé d'expliquer le socialisme dans ses conséquences nécessaires qu'ignorent peut-être beaucoup de ses meneurs, et non d'après des formules particulières et arbitraires. Et il nous a paru nécessaire de peser, de considérer, de réfuter, de clarifier, de rectifier, enfin de concentrer le débat sur le point capital : appropriation collective ou privée des moyens du travail collectif en fonction de la division du travail. En réalité, c'est là l'objet de la dispute entre l'individualisme et le collectivisme, relativement au *capital.*

La question véritable est donc celle-ci : le mécanisme social sera-t-il réglé par une force inconsciente, multiple, subissant l'impulsion des intérêts privés, c'est-à-dire à la concurrence capitaliste — ou bien le régulateur sera-t-il une force sociale organisée, unifiée, consciente, de la production et de la distribution, qui saura diriger mieux et plus économiquement le processus de la formation et de la circulation de la richesse sociale ?

En d'autres termes, n'est-il pas possible de substituer à la concurrence capitaliste une concurrence plus parfaite des travailleurs entre eux, mûs par la noble rivalité des intérêts matériels et plus encore des intérêts moraux ?

Ne pourrait-on arriver à réaliser une production suffisante et une organisation féconde des branches du travail par un autre procédé que le régime actuel de lutte, par exemple par le moyen d'une concurrence, exercée publique-

ment, des corporations productives, sous le contrôle des administrations publiques chargées de la gestion des finances et du capital social?

Le principe nouveau est-il ou peut-il devenir réalisable, personne ne peut le dire aujourd'hui avec certitude ; mais il est hors de doute que longtemps encore il restera impraticable, bien qu'il ne soit nullement anti-social dans des conséquences.

Qu'on prenne donc enfin l'habitude de raisonner et de juger avec plus de précautions et en connaissance de cause pour tout ce qui concerne ce grave problème ; qu'on le considère en lui-même, calmement, sans laisser troubler son jugement par les phrases toutes faites, les falsifications, les préjugés, les passions, les illusions et les provocations. Sinon, c'en est fait de *toutes* les classes de la société, et avec elles de toute civilisation.

TABLE DES MATIÈRES

Ce volume a été composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

Pithiviers. — Imp. L. GAUTHIER

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

La **Bibliothèque socialiste,** dont la *Société Nouvelle e librairie et d'édition* a entrepris la publication, comprend des œuvres de propagande et de doctrine, des tudes historiques et biographiques, des réimpressions t des traductions d'ouvrages socialistes importants, etc.

La **Bibliothèque socialiste** forme une série de olumes in-16 d'un format commode et d'une impression soignée.

La **Bibliothèque socialiste** *paraît par numéros de ent pages,* les œuvres étendues comprenant, s'il y a eu, deux ou trois numéros (200 ou 300 pages).

Prix du numéro 0 fr. 50. Franco à domile 0 fr. 60. Le numéro double 1 fr.; franco 1 fr. 20. e numéro triple 1 fr. 50 ; franco 1 fr. 80.

POUR PARAITRE PROCHAINEMENT :

MAXIME LEROY

LE CODE CIVIL ET LE DROIT NOUVEAU

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

VOLUMES PARUS

N° 1. Maurice Lauzel. *Manuel du coopérateur socialiste.*
Nos 2-4. Émile Vandervelde. *Le collectivisme et l'évolution industrielle.*
N° 5. Hubert Bourgin. *Proudhon*, avec portrait.
Nos 6 et 7. Léon Blum. *Les Congrès ouvriers et socialistes français* (1876-1900).
N° 8. Karl Marx et F. Engels. *Le Manifeste communiste*, I, traduction nouvelle par Charles Andler.
Nos 9-10. Karl Marx et F. Engels. *Le Manifeste communiste*, II, introduction historique et commentaire par Charles Andler.
Nos 11 et 12. William Morris. *Nouvelles de nulle part (News from nowhere).* Extraits traduits par P.-G. La Chesnais, avec un portrait de William Morris.
Nos 13 et 14. Anatole France. *Opinions sociales.*
N° 15. A. Millerand. *Le Socialisme réformiste français*
N° 16. F. Fagnot. *Le Syndicalisme anglais.*
N° 17. A. Créhange. *Le Gaz à Paris.*
Nos 18-19. Fourier. *Le Socialisme sociétaire.* Extraits des œuvres complètes, publiés par Hubert Bourgin avec portrait.

N° 20. ALBERT THOMAS

LE SYNDICALISME ALLEMAND

RÉSUMÉ HISTORIQUE (1848-1903)

